



RAPPORT DE GESTION
2010

Table des matières

Portée de l'analyse financière de la direction	2
Énoncés prospectifs	2
Statuts, nature des activités et continuité de l'exploitation	2
Les faits saillants de l'année 2010	2
Financement	4
Projets et nouvelles acquisitions	5
Travaux d'exploration	6
Évaluation	10
Ingénierie, permis et licences	13
Communications avec les communautés et les investisseurs	17
Stratégie et plan d'action	21
Assurance et contrôle de la qualité	23
Frais d'exploration reportés	28
Information financière sélectionnée et résultats d'exploitation	30
Politique sur les dividendes	31
Situation de trésorerie et financement	31
Données trimestrielles	32
Obligations contractuelles	33
Arrangement hors bilan	33
Opérations entre apparentés	34
Régime d'options d'achat d'actions	35
Principales estimations comptables	35
Modifications comptables	36
IFRS Convergence	36
Information sur les actions ordinaires en circulation ou réservées	41
Instruments financiers	41
Risques et incertitudes	43
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information	45
Évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière	45
Information additionnelle et divulgation continue	45

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels vérifiés de Ressources Strateco inc. (« la Société ») et les notes afférentes pour les exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009. Les états financiers de la Société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR canadiens »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les sections de ce rapport de gestion portant sur la stratégie et le plan d'action de la Société et ses activités d'exploration renferment des « énoncés prospectifs » qui dépendent du contexte, particulièrement les énoncés qui reflètent les opinions, les estimations et les attentes de la Société face aux événements et aux résultats futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille 100 % de cinq propriétés minières, deux participations et une propriété minière sous option. Toutes les propriétés sont situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 56 747 hectares (567 kilomètres carrés). Elle concentre ses activités sur l'exploration et la mise en valeur du projet Matoush. À l'exception de certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, peut être considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La recouvrement du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention par la Société du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés ainsi que de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

LES FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2010

En 2010, la Société a poursuivi son travail colossal pour faire du projet d'exploration uranifère Matoush un camp minier d'uranium de classe mondiale. Les hautes teneurs et le potentiel considérable du projet Matoush, la réalisation d'une importante campagne de forage, l'avancement des travaux d'ingénierie ainsi que l'expertise et les compétences reconnues de l'équipe de travail sont des indicateurs de succès pour l'avenir.

Le quatrième trimestre s'est avéré le plus prometteur dans le cadre de la campagne de forage 2010. La Société a annoncé, en novembre, la découverte d'une nouvelle lentille à bonne teneur uranifère, soit la lentille MT-36, située à 1,5 kilomètre au sud des trois lentilles connues (AM-15, MT-22 et MT-34) du projet Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

De plus, trois sondages effectués au début du mois d'octobre sur la propriété Pacific Bay-Matoush se sont avérés concluants. Une faille de type Matoush, nommée faille Alfred, avec des altérations identiques à la faille Matoush, a été recoupée sur une longueur de 365 mètres. L'anomalie géophysique indique que la faille Alfred se poursuit vers le nord et vers le sud. Il s'agit de l'une des découvertes les plus importantes sur le projet Matoush à l'extérieur du couloir de la faille Matoush. Ces forages, qui ont rencontré de faibles teneurs en uranium, démontrent que d'autres structures (failles) de type Matoush existent sur l'ensemble du projet Matoush.

L'année 2010 a également été marquée par la progression notable des travaux d'ingénierie. En effet, la construction de la piste d'atterrissage a considérablement progressé et permet désormais le transport de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaire pour l'avancement du projet. Le vol inaugural a eu lieu le 15 octobre. De plus, de nouveaux bureaux ont été installés et le campement a été agrandi pour permettre l'accueil de travailleurs supplémentaires pour la phase d'exploration souterraine du projet.

D'autre part, au cours de l'année 2010, la Société a franchi pratiquement toutes les étapes du long processus menant à l'obtention de la licence nécessaire pour débiter le programme d'exploration souterraine du projet Matoush.:

Premièrement, l'équipe de projet de la Société a répondu, de manière claire et détaillée, à toutes les questions de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), du Comité fédéral d'examen Sud (« COFEX »), du Comité provincial d'examen (« COMEX ») et des représentants de la Direction de l'environnement de Mistissini, visant à approfondir ou compléter certains aspects de l'étude d'impact environnemental du projet Matoush en vue de l'obtention de la licence pour la phase d'exploration souterraine.

Deuxièmement, la Société a présenté et expliqué son étude d'impact environnemental sur la phase d'exploration souterraine du projet Matoush lors de séances d'information publique qui ont eu lieu à Mistissini, le 25 mai, et à Chibougamau, le 26 mai. À cette occasion, les gens du public ont pu poser des questions aux intervenants de la Société, de la CCSN, du COMEX, du COFEX et de Santé Canada de manière à approfondir leurs connaissances et mieux comprendre les aspects discutés du projet.

Troisièmement, des audiences publiques sur la phase d'exploration souterraine du projet Matoush ont eu lieu à Mistissini, le 23 novembre, et à Chibougamau, le 25 novembre, dans le but de permettre aux gens du public d'exprimer leurs points de vue sur le projet et de présenter et/ou de déposer un mémoire. Toutes les démarches et les initiatives réalisées depuis le début du projet Matoush, en 2006, dans le but de bien informer les membres des communautés locales ont permis à la Société de recevoir des appuis considérables dans le cadre des audiences publiques. En effet, la Société a reçu le support de la Jamésie, qui représente plus de 14 000 citoyens, de tallymen, de familles crie, une dont les lignes de trappe couvrent les infrastructures et le gîte du projet Matoush, ainsi que de certains membres de la communauté crie.

Toutefois, le nouveau conseil de bande de la Nation crie de Mistissini, situé à environ 210 kilomètres du projet Matoush, a annoncé, lors des audiences publiques tenues le 23 novembre, qu'il jugeait que la Société avait failli à informer adéquatement la population sur les enjeux reliés à l'exploitation de l'uranium et que, par conséquent, il n'appuyait pas le projet Matoush. Cette prise de position inattendue a surpris la Société puisqu'elle considérait avoir établi une bonne relation avec la communauté de Mistissini depuis le début des travaux d'exploration en 2006. La Société est déterminée à prendre les mesures nécessaires pour gagner la confiance de la communauté crie de Mistissini. Pour y arriver, la Société a établi, de concert avec le Conseil cri sur l'exploration minérale, un nouveau plan de communication visant à promulguer de l'information transparente, fiable et compréhensible ce qui permettra à la communauté de Mistissini d'améliorer leur compréhension des faits et donc d'améliorer leurs perspectives sur les mines d'uranium. Les relations avec les communautés ont toujours été, et resteront, au cœur des préoccupations de la Société.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Les audiences publiques constituaient la dernière phase du processus d'examen public de l'étude d'impact environnemental de la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Une présentation publique des aspects techniques du projet, chapeauté par la CCSN, suivra. Il s'agit d'une étape préalable à l'obtention de la licence pour l'exploration souterraine.

Par ailleurs, l'équipe de direction de la Société a poursuivi tout au long de l'année son programme intensif de relations avec les investisseurs. Elle a notamment participé, en février, au BMO Capital Markets & Metals Mining Conference en Floride, en mars, au Congrès de l'Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs (PDAC), à Toronto, et, en septembre, à la Global Nuclear Conference de Macquarie à Toronto. Des présentations et rencontres individuelles ont également eu lieu en Europe, en février et en mai ainsi que des rencontres avec des courtiers de détail et leurs clients en octobre à Victoria, Vancouver, San Francisco, Toronto et London (Ontario).

Sur le plan des finances, le conseil d'administration de la Société a nommé, en avril, monsieur Paul Einarson, CA, CPA, aux postes de vice-président aux finances et en mai, M. Einarson a été nommé chef de la direction des finances et trésorier. Il assiste, entre autres, le président de la Société dans la représentation de la compagnie auprès des institutions financières. De plus, malgré un marché difficile pour le secteur de l'uranium, la Société a réussi à amasser près de 30 M \$. En effet, la Société a complété, le 27 janvier 2010, un financement privé de 15 M \$ souscrit par The Sentient Group (« Sentient »), ainsi qu'un financement privé de 13 M \$, le 23 décembre 2010, avec un syndicat de preneurs fermes, auquel s'est ajouté un montant de 1 500 000 \$ souscrit par Sentient, lui permettant de maintenir son intérêt dans la Société. Le produit de ces financements sert, entre autres, à la poursuite du développement des propriétés de la Société, et plus particulièrement la propriété Matoush, ainsi qu'aux besoins généraux de fonds de roulement.

FINANCEMENT

Le 23 décembre 2010, la Société a annoncé la clôture d'un placement privé auprès d'un courtier pour un montant de 13 000 493 \$. Le placement privé consiste en 9 639 000 unités émises au prix de 0,83 \$ et 5 263 000 actions ordinaires accréditatives émises au prix de 0,95 \$. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire transférable; chaque bon de souscription permettant au porteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 1,05 \$ l'action sur une période de 24 mois suivant la date de clôture.

Une prime d'intermédiaire de 650 025 \$ a été versée par la Société. Tous les titres émis conformément au placement privé sont assujettis à une période de détention de quatre mois et un jour suivant la date de clôture.

À la suite du placement privé de 13 000 493 \$, Sentient a exercé la totalité de son droit de participation de 11,98 % et a accepté, le 23 décembre 2010, d'acheter 1 800 000 unités représentant un produit global de 1 494 000 \$. Aucune commission n'a été payée dans le cadre de ce placement privé non accréditif.

Les produits de ces financements seront utilisés par la Société pour poursuivre le développement des propriétés de la Société ainsi qu'aux besoins généraux de fonds de roulement.

Le 26 novembre 2010, la Société a conclu un accord de prêt transitoire de 4 millions \$ avec SIDEX, société en commandite (« SIDEX »). Le prêt porte un taux d'intérêt annuel de 8 %. En lien avec le prêt, la Société a émis 500 000 bons de souscription d'actions ordinaires à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit de souscrire une action ordinaire de la Société sur une période de 24 mois au prix de 1,05 \$ l'action. Chaque action est sujette à une période de restriction de revente de 4 mois. Le prêt est garanti et devra être remboursé dans les 30 jours suivant la réception des crédits d'impôt de 2010, relatifs aux ressources, ou au plus tard le 31 décembre 2011.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Le 15 septembre 2010, la Société a conclu un prêt de 2 500 000 \$ avec SIDEX et a remboursé en entier le prêt et les intérêts encourus le 8 octobre 2010. Le prêt portait intérêt au taux de 9 % et était garanti par les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources de 2009 liés aux frais d'exploration. En lien avec le prêt, la Société a émis 300 000 bons de souscription d'actions ordinaires à SIDEX. Chaque bon de souscription confère au porteur le droit d'acquérir une action ordinaire de la Société au prix de 1,00 \$ l'action sur une période de 18 mois.

Les discussions entamées au cours du mois de décembre 2009 ont mené à la clôture d'un financement de 15 M \$, le 27 janvier 2010. Le financement privé a été souscrit par Sentient Executive GP III, Limited agissant pour deux fonds des Iles Cayman (« Sentient »), une société indépendante qui gère plus de 1,3 milliard de dollars U.S. d'investissements dans le secteur des ressources naturelles.

Dans le cadre du placement, Sentient a souscrit 100 000 unités au prix de 0,95 \$ l'unité pour un montant de 95 000 \$. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire de la Société et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription permet à son porteur d'acquérir une action de la Société au prix de 1,00 \$ pour une période de 24 mois suivant la clôture et au prix de 1,05 \$ pour la période subséquente de 24 à 36 mois suivant la date de clôture. La Société a émis lors de la clôture un total de 100 000 actions et 50 000 bons en contrepartie du prix de souscription des unités.

Sentient a aussi souscrit 14 905 billets convertibles, pour un montant de 14 905 000 \$, ayant pour date d'échéance le 27 février 2015. Chaque tranche de 1 000 \$ de billets est accompagnée de 527 bons pour un total de 7 844 737 bons ayant les mêmes conditions d'exercice que les bons compris dans les unités.

Sentient a, jusqu'à la date d'échéance des billets, l'option de convertir les billets par tranche de 1 000 \$ pour 1 053 actions sur la base du prix de conversion de 0,95 \$ l'action pour un total de 15 689 474 actions.

La Société a payé à Sentient des frais de transaction représentant 5 % du produit brut du placement privé. Ces frais au montant de 750 000 \$ ont été payés par l'émission lors de la clôture de 789 474 unités soit 789 474 actions et 394 737 bons ayant les mêmes conditions d'exercice que les bons compris dans les unités.

La Société a utilisé le produit net du placement privé pour financer des travaux d'exploration, principalement pour l'acquisition de matériel et d'infrastructures pour son projet uranifère Matoush.

Au moment du financement, Sentient aurait détenu une participation de 16 578 948 actions ordinaires, soit 11,98 % du total émis et en circulation si tous les billets convertibles étaient convertis en actions. Dans l'éventualité que la totalité des bons a été exercée, la participation de Sentient, au moment du financement, s'élèverait à 24 868 422 actions ordinaires, soit 16,48 % du total émis et en circulation.

PROJETS ET NOUVELLES ACQUISITIONS

Au 31 décembre 2010, la Société détenait dans son portefeuille 100 % de cinq propriétés minières, une participation et deux propriétés minières sous option, toutes situées au Québec. Ces propriétés totalisent 1 068 titres miniers pour une superficie de 56 747 hectares (567 kilomètres carrés).

PROPRIÉTÉ ÉCLAT

Le 15 juin 2009, la Société a acquis un intérêt de 100 % sur les 90 titres miniers de la propriété Eclat sur toutes les substances minérales autres que le diamant, en versant le dernier paiement au montant de 96 000 \$ avant le quatrième anniversaire de l'entente intervenue le 6 juillet 2005 entre Vija Ventures Corporation (« Vija ») et la Société. La propriété est assujettie, advenant la mise en production, à une redevance de 2 % NSR en faveur de Vija pour toutes les substances autres que le diamant et une partie de 2 % en faveur de Vija du produit brut total de la vente ou la disposition éventuelle des droits d'émission de carbone liés à la production d'uranium sur la propriété.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

PROPRIÉTÉ PACIFIC BAY-MATOUSH

Le 14 janvier 2008, la Société a signé l'entente finale selon laquelle elle peut acquérir 60 % d'intérêt dans la propriété de Pacific Bay Minerals, Ltd. (« Pacific Bay ») située au Québec, dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente prévoit que la Société paiera à Pacific Bay un total de 500 000 \$ et émettra 200 000 actions ordinaires et investira 3 M \$ en frais d'exploration sur une période de quatre ans incluant un minimum de 10 000 mètres de forage à raison d'un minimum de 2 500 mètres par année. De plus, à la date de signature de l'entente finale, la Société a acquis 1 000 000 d'unités de Pacific Bay au prix de 0,30 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription où chaque bon de souscription donne le droit d'acheter une action ordinaire au prix de 0,60 \$ l'action ordinaire pour une période de 24 mois. Les bons de souscription ont échus sans avoir été exercés.

En octobre 2009, la Société a rencontré ses obligations annuelles en complétant pour cette année : l'émission de 40 000 actions ordinaires (évaluées à 34 400 \$ en 2009) et le paiement de 100 000 \$ et la réalisation de 750 000 \$ de travaux d'exploration, dont un minimum de 2 500 mètres de forage.

En octobre 2010, la Société a rencontré ses obligations annuelles pour l'exercice, en émettant 50 000 actions ordinaires (évaluées à 30 100 \$ selon le cours de l'action à la date d'émission des actions) et en faisant un paiement de 125 000 \$. Les obligations annuelles pour 2010 en matière de travaux d'exploration n'ont pas été rencontrées, puisqu'un montant de seulement 298 224 \$ a été dépensé. La Société a négocié un amendement en vertu duquel le montant résiduel de dépenses d'exploration pour 2010 sera ajouté au montant d'exploration pour 2011 pour atteindre 957 364 \$ ainsi que pour réaliser le minimum de mètres de forages requis.

PROPRIÉTÉ MISTASSINI

Le 14 février 2010, la Société a complété ses obligations de la deuxième année de l'option, prévues à la convention d'option et d'entreprise en coparticipation datée du 14 février 2008 entre la Société et Ressources Majescor inc, (« la Convention ») et a encouru des dépenses d'exploration totalisant la somme requise additionnelle de 400 000 \$ au cours de cette année de l'option, pour un montant totalisant plus de 900 000 \$ en dépenses d'exploration.

De plus, le 14 février 2011, la Société a complété ses obligations de la troisième année de l'option, prévues à la Convention en réalisant des travaux d'exploration d'un montant de plus de 400 000 \$ sur la propriété totalisant les dépenses d'exploration requises au montant de 1 300 000 \$ sur une période de trois ans. En conséquence, la Société a acquis un intérêt de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini. L'entreprise de coparticipation concernant cette propriété devrait débuter dans les prochains mois.

TRAVAUX D'EXPLORATION

Pendant l'exercice 2010, la Société a continué d'axer ses efforts sur l'exploration et la mise en valeur de son meilleur projet uranifère, le projet Matoush. Dans le cadre de sa campagne de forage qui vise à définir le potentiel pour la structure Matoush de renfermer plus de 60 millions de livres U₃O₈, la Société a réalisé 66 sondages sur les différentes propriétés du projet Matoush, totalisant 39 867 mètres forés. Les forages complétés ont notamment permis de découvrir une nouvelle lentille minéralisée le long de la faille Matoush à 1,5 kilomètre au sud des ressources circonscrites ainsi qu'une nouvelle faille de type Matoush située à quatre kilomètres à l'ouest de cette dernière.

Aucuns travaux majeurs d'exploration n'ont été réalisés par la Société sur les propriétés Apple, Mistassini, Quénonisca et Mont-Laurier Uranium au cours de l'année, tous les efforts étant axés sur l'exploration de son projet Matoush.

Dans le cadre des forages complétés en 2010, la largeur vraie des intervalles minéralisés n'a pas encore été déterminée.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Une description des techniques utilisées et nécessaires à la réalisation des travaux d'exploration soit : (i) les méthodes d'analyse du programme d'exploration; (ii) les techniques d'échantillonnage; (iii) les techniques de l'assurance et contrôle de la qualité incluant l'information reliée à l'utilisation de la lettre « e » de « eU_3O_8 », qui représente la valeur estimée ou équivalente U_3O_8 déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée; (iv) la méthodologie pour utilisation de la sonde gamma représentativité; (v) et finalement la conciliation des données de forages avec les résultats d'analyse peuvent être consultées dans la section *Assurance et contrôle de la qualité* et aussi dans la section *Assurance et contrôle de la qualité* sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com).

TRAVAUX D'EXPLORATION – PROJET MATOUSH

(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush)

Le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec à environ 275 kilomètres au nord de Chibougamau, est constitué des propriétés suivantes détenues à 100 %, soit la propriété Matoush, la propriété Matoush Extension et la propriété Eclat ainsi que de la propriété Pacific Bay-Matoush sur laquelle la Société a l'option d'acquérir un intérêt de 60 %. Le projet Matoush comprend actuellement 590 titres miniers sur une superficie totalisant 31 213 hectares (312 kilomètres carrés). Aucun forage n'a été effectué sur la propriété Matoush Extension en 2010. Au total, 200 083 mètres (444 sondages) ont été forés sur le projet Matoush depuis le début de l'exploration en 2006.

Au début de l'année 2010, la Société a entrepris un ambitieux programme de forage d'exploration de 60 000 mètres sur l'ensemble du projet Matoush en vue d'identifier de nouvelles lentilles minéralisées. Les travaux ont débuté avec une foreuse opérationnelle à laquelle la Société a ajouté une seconde foreuse, le 27 janvier, et une troisième, le 13 février. La Société a connu un très bon deuxième trimestre, malgré la fonte des neiges hâtive et quasi instantanée au mois de mai. En effet, en moins de 72 heures, la Société a dû abandonner l'utilisation du chemin qui se rend à l'extrémité sud de la propriété Eclat pour des fins de sécurité et de protection de l'environnement. Deux foreuses ont donc été arrêtées le 6 mai et la troisième a été sortie du secteur afin de poursuivre des travaux d'exploration ailleurs sur la propriété. La Société a poursuivi le travail avec une foreuse opérationnelle seulement. Au total, 39 867 mètres ont été forés. Le programme, qui devait totaliser 60 000 mètres, a été réduit de manière à pouvoir continuer les travaux sur la piste d'atterrissage et respecter le budget total pour l'année 2010.

D'autre part, Terraquest a réalisé, au mois de mars, un levé géophysique aéroporté électromagnétique à haute résolution (XDS/VLF EM). L'objectif de ce levé était de circonscrire des anomalies géophysiques linéaires représentant des failles de type Matoush qui pourraient potentiellement s'avérer l'hôte de lentilles minéralisées d'importance. Il a couvert l'ensemble du projet Matoush, pour un total de 1 754 kilomètres linéaires, incluant les propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific Bay-Matoush. Les frais de mobilisation et de démobilisation ont été partagés avec une autre société minière voisine.

Les données obtenues grâce à ce levé ont été traitées par la firme MPH Consulting Ltée, qui devait mettre en évidence les cibles potentielles de type « Matoush » qui correspond à des dykes injectés dans des failles. Ainsi, à la suite du traitement des données, des cibles ont été mises en évidence à l'est et à l'ouest de la faille Matoush dans le secteur sud de la propriété Eclat.

De plus, grâce à un nouveau traitement subséquent des données géophysiques de Terraquest, celles-ci ont pu être analysées avec une meilleure précision. Cette analyse poussée et pointue a permis d'identifier de nouvelles cibles de forage. En effet, en éliminant certaines anomalies de surface et en compilant les anomalies linéaires magnétiques, il a été possible de vérifier la continuité en profondeur. Ce procédé a permis d'identifier une deuxième série de cibles géophysiques, toutes situées à l'extérieur de la faille Matoush. La découverte d'une forte anomalie linéaire magnétique présente de la surface jusqu'en profondeur, coïncidente avec une forte anomalie VLF, indique de fortes chances que cette anomalie soit un type de structure similaire à Matoush. Les résultats se sont avérés concluants avec la découverte, au début du mois d'octobre, d'une faille de type Matoush avec des altérations identiques à la faille Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

PROPRIÉTÉ MATOUSH

Lors du premier trimestre de l'année, les forages réalisés dans l'extension sud des zones (lentilles) minéralisées connues (AM-15, MT-22, MT-34) visaient à vérifier le potentiel de secteurs anomaliques identifiés à la fin du programme de 2009. Il s'agissait notamment de deux secteurs situés respectivement à 1,5 kilomètre et 2,5 kilomètres au sud de la lentille MT-34.

Sur les quatre forages complétés, l'intersection la plus intéressante a été de 0,56 % U_3O_8 sur 0,5 mètre dans le secteur situé à 2,5 kilomètres au sud de la lentille MT-34 (MT-10-004).

Durant le second trimestre, la Société a axé ses efforts d'exploration sur la propriété Eclat de manière à poursuivre la définition de la faille Matoush. Par conséquent, il n'y a pas eu de forage sur la propriété Matoush, hormis les derniers 24 mètres de la fin d'un forage qui a eu lieu au début du mois d'avril.

Au cours du troisième trimestre, cinq forages ont été complétés sur la propriété Matoush. Les trois premiers sondages, qui visaient des structures semblables à la faille Matoush à environ 1,0 kilomètre à l'est de celle-ci, ont confirmé la présence de failles sans pour autant intersecter de dyke ni de minéralisation importante. Ils ont, par ailleurs, contribué de façon significative à définir le contexte structural.

Les deux autres sondages visaient à vérifier le potentiel des anomalies identifiées par les forages complétés lors du premier trimestre 2010 dans les deux secteurs d'intérêt situés 1,5 kilomètre et 2,5 kilomètre au sud de la lentille MT-34. Les deux forages ont intersecté la faille tel que prévu avec une forte altération en fuschite. Pour ce qui est de la minéralisation, une teneur de 0,21 % U_3O_8 sur 0,7 mètre a été intersectée dans le sondage MT-10-009 à 1,5 kilomètre au sud de la lentille MT-34.

Au cours du dernier trimestre, la Société a concentré ses activités d'exploration dans le secteur jugé prioritaire situé à 1,5 kilomètre au sud de la lentille MT-34. Elle y a réalisé sept sondages couvrant une distance de 300 mètres le long de la faille Matoush, entre les profondeurs verticales de 390 et 500 mètres, en vue d'y confirmer le potentiel présent.

Les résultats se sont avérés probants notamment avec le premier forage (MT-10-011) qui a permis de confirmer la présence d'une nouvelle lentille (MT-36) avec une intersection de 0,49 % U_3O_8 sur 0,9 mètre et une autre de 12,8 % U_3O_8 sur 0,3 mètre située à 9 mètres de la faille Matoush dans l'éponte inférieure. Ensuite, le sondage MT-10-013, foré à 100 mètres au sud du MT-10-011 à la même élévation (-400 mètres) a, quant à lui, intersecté 0,13 % U_3O_8 sur 8,6 mètres incluant 0,40 % U_3O_8 sur 2,0 mètres. Trois autres sondages ont intersecté cette nouvelle lentille subhorizontale concentrée dans la partie supérieure du niveau ACF-4 : le MT-09-035 (0,17 % U_3O_8 sur 2,0 mètres), le MT-10-009 (0,21 % U_3O_8 sur 0,7 mètre) et le MT-09-036 (0,48 % U_3O_8 sur 4,2 mètres incluant 1,29 % U_3O_8 sur 1,2 mètre). Ces valeurs sont représentatives de celles intersectées à l'intérieur et à proximité des lentilles AM-15, MT-22 et MT-34.

Les résultats analytiques de la lentille MT-36 peuvent être consultés sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com) dans la section « Le projet Matoush – Longitudinales ».

En 2010, 10 268 mètres répartis en 17 forages ont été complétés.

PROPRIÉTÉ ECLAT

La stratégie d'exploration sur la propriété Eclat au cours des deux premiers trimestres de l'année consistait à forer systématiquement le long de la faille Matoush selon un espacement de 200 mètres en vue d'identifier des secteurs propices à l'emplacement de minéralisation uranifère.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Lors du premier trimestre, 20 sondages ont été réalisés sur une distance de l'ordre de 3,6 kilomètres au sud de la section 67+00S, située à 3,5 kilomètres au sud de la lentille MT-34. La faille a été intersectée dans chacun des forages avec une altération variable en fuschite allant de moyenne à forte. Le secteur le plus intéressant se situe le long d'un intervalle de 800 mètres entre la section 67+00S et 75+00S. On y retrouve notamment le sondage EC-10-002 avec une intersection de 0,67 % U_3O_8 sur 1,2 mètre. Le forage EC-10-016 a également retenu l'attention avec une intersection de 0,21 % U_3O_8 sur 0,7 mètre (section 96+50S).

Un autre secteur d'intérêt, situé entre les sections 75+00S et 87+00S, est caractérisé par une intense altération en fuschite et tourmaline ainsi que par la présence d'autres dykes parallèles à la faille Matoush. Le halo d'altération atteint jusqu'à 250 mètres d'épaisseur réelle ce qui rehausse le potentiel pour l'identification de minéralisation.

Au cours du second trimestre, les forages réalisés ont consisté à poursuivre la définition de la faille Matoush, selon une maille de 200 mètres et de faire un suivi sur les anomalies localisées entre les lignes 110+00S et 118+00S. Au total, 21 sondages ont été complétés.

Ces forages visaient notamment à faire un suivi sur ceux qui avaient intersecté de la minéralisation uranifère digne de mention, environ à six kilomètres au sud de la lentille MT-34, en 2009. Ce secteur est particulièrement intéressant compte tenu de la présence d'anomalies sur près d'un kilomètre le long de la faille Matoush et qu'il est localisé au-dessus d'une transition lithologique du socle, ce qui suggère un fort potentiel. Deux sondages ont confirmé la présence de minéralisation dans ce secteur avec des intersections respectives de 0,03 % U_3O_8 et 0,05 % U_3O_8 sur 0,5 mètre chacune.

Lors du troisième trimestre, la Société a continué d'explorer le potentiel uranifère le long de la faille Matoush. Quatre sondages ont été réalisés. Deux sondages forés selon un espacement de l'ordre de 100 mètres visaient à faire le suivi sur des anomalies situées dans le même secteur qu'au deuxième trimestre. Le sondage EC-10-044 a donné les meilleurs résultats avec une intersection de 0,04 % U_3O_8 sur 7,0 mètres, incluant un intervalle de 2,5 mètres à une teneur de 0,08 % U_3O_8 . Avec un point de percée à 690 mètres de profondeur verticale, ce sondage s'avère le plus profond complété jusqu'à maintenant dans ce secteur d'intérêt, soit à environ 150 mètres du socle.

La Société n'a pas effectué de travaux d'exploration sur la propriété Eclat au cours du quatrième trimestre; les travaux ont eu lieu sur les propriétés Matoush et Pacific Bay-Matoush.

En 2010, 27 588 mètres répartis en 46 forages ont été complétés.

PROPRIÉTÉ PACIFIC BAY-MATOUSH

Des travaux de prospection, sur la propriété Pacific Bay-Matoush, dans laquelle la Société a l'option d'acquérir un intérêt de 60 %, ont été effectués, au cours du second trimestre, sur la bande nord-sud à l'ouest du secteur Eclat Sud. Ces travaux ont mené à la découverte d'un bloc anomalique de 3,0 mètres subaffleurants, atteignant 1 800 comptes par seconde, situé environ à quatre kilomètres à l'ouest de la faille Matoush.

Ce nouveau secteur, demeuré inexploré auparavant, a soudainement suscité un intérêt particulier dû au fait que le traitement des données du levé géophysique, dont il a été question précédemment, a révélé la présence d'un linéament d'environ quatre kilomètres de direction nord-sud sur lequel deux cibles de forage avaient été clairement identifiées pour être forées au cours du quatrième trimestre.

Les trois forages complétés au début du quatrième trimestre afin de tester cette structure ont été couronnés de succès. Une faille de type Matoush, nommée faille Alfred, avec des altérations identiques à la faille Matoush, a été recoupée sur une longueur de 365 mètres. L'anomalie géophysique indique que la faille Alfred se poursuit vers le nord et vers le sud. Il s'agit de l'une des découvertes les plus importantes sur le projet Matoush à l'extérieur du couloir de la faille Matoush. Ces forages, qui ont rencontré de faibles teneurs en uranium, démontrent que d'autres structures (failles) de type Matoush existent sur l'ensemble du projet Matoush. Ce secteur sera prioritaire au cours du premier trimestre de l'année 2011 en vue d'y déceler de la minéralisation significative.

En 2010, 2 010 mètres répartis en 3 forages ont été complétés.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

ÉVALUATION

Les données techniques contenues dans le texte qui suit sont fondées sur un rapport technique intitulé : *Technical Report on the Mineral Resources Update for the Matoush Uranium Project Central Quebec, Canada*, daté du 16 septembre 2008, préparé selon le *Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers* (« Règlement 43-101 »). Ces données ont été révisées par les auteurs du rapport, messieurs David A. Ross, M. Sc. P. Geo et R. Barry Cook, P. Ing. de Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc. (« Scott Wilson RPA »). Le *The Matoush Mineral Resources Update*, daté du 18 septembre 2009, a été préparé et révisé par monsieur David A. Ross, M. Sc. P. Geo de Scott Wilson RPA et est disponible sur le site Web de la Société à www.stratecoinc.com. Les données techniques fondées sur de l'information récente ont été révisées par monsieur Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif & exploration de la Société. Ces trois personnes sont des personnes qualifiées telles que définies par le *Règlement 43-101*.

ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ

Le 24 février 2010, la Société a annoncé la mise à jour de l'estimation de la valeur économique de la propriété Matoush. L'étude d'opportunité (« scoping study ») préparée par Scott Wilson RPA avec la participation de Melis Engineering Ltd. pour le traitement de minerai et de SD Energy Associates Ltd (« SD Energy ») pour le marketing ainsi que la détermination du prix, démontre, une fois de plus, la grande robustesse économique du projet Matoush.

L'étude d'opportunité est basée sur les ressources indiquées et inférées, selon le *Règlement 43-101*, établies par Scott Wilson RPA, en septembre 2009.

Estimation des ressources minérales pour Matoush – 1^{er} septembre 2009

	Tonnes (x 1 000)	Teneur (% U ₃ O ₈)	Livres U ₃ O ₈ (x 1 000)
Indiquées			
AM-15	262	0,70	4 039
MT-34	174	0,89	3 420
Total Indiquées	436	0,78	7 458
Inférées			
AM-15	33	0,34	249
MT-22	822	0,53	9 526
MT-34	302	0,45	3 003
Total Inférées	1 157	0,50	12 777

Notes :

1. Définitions de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole utilisées pour la classification des ressources minérales.
2. Teneur de coupure de 0,1 % U₃O₈ a été estimée en prenant en considération le prix de 75 \$ US/lb U₃O₈ et en assumant les coûts d'opération.
3. Les hautes teneurs U₃O₈ ont été coupées à 9 %.
4. L'estimation des ressources minérales utilise les résultats de forage disponibles au 1 septembre 2009.
5. Les ressources minérales ne sont pas des réserves minérales et ne démontrent pas la viabilité économique.
6. Les totaux peuvent être différents parce qu'arrondis.

Ce qui suit est un résumé des résultats de l'étude d'opportunité. La mise à jour de l'étude d'opportunité est actuellement disponible sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Le rapport préliminaire est basé, en partie, sur des ressources inférées et est, par définition, de nature préliminaire. Les ressources inférées sont considérées trop spéculatives géologiquement pour avoir une considération économique qui leur permettrait d'être caractérisées comme réserves minérales. Il n'y a aucune certitude que le développement des réserves, la production et les prévisions économiques sur lesquels l'étude d'opportunité est basée pourraient être réalisés.

I PRODUCTION ET RÉCUPÉRATION DU MÉTAL

Le plan d'exploitation minière a été développé sur la configuration des ressources minérales. La récupération du métal est basée sur les tests métallurgiques faits au laboratoire SGS Lakefield Research Ltd., à Lakefield, ON; une moyenne de récupération de 97,6 % est utilisée. La teneur potentielle implique une dilution de 15 % à teneur zéro. Les plans de l'usine de traitement ont été modifiés afin d'augmenter sa capacité de 2,0 millions à 2,7 millions de livres U₃O₈.

Année	Tonnes usinées (x 1 000)	Teneur % U ₃ O ₈	Récupération du métal 97,6 % (x 1 000 livres) U ₃ O ₈
1	169,8	0,639	2 391,3
2	240,6	0,400	2 124,2
3	262,7	0,461	2 668,9
4	262,2	0,522	3 018,9
5	249,5	0,561	3 085,0
6	224,1	0,496	2 451,2
7	239,6	0,468	2 472,3
TOTAL	1 648,6	0,501	17 774,8

II REVENU

- Le scénario du prix a été établi par SD Energy en septembre 2008, dans l'étude d'opportunité initiale, avec un prix à long terme variant de 60,00 \$ US à 90,00 \$ US par livre U₃O₈ pour la durée de vie du projet. Le prix utilisé est de 75,00 \$ US par livre U₃O₈.
- Le taux de change \$ US/ \$ CA utilisé est de 0,85 \$.
- Le transport à une usine de transformation en Amérique du Nord est de 0,10 \$ par livre.
- Redevances 2 %.

	(x 1 000) \$ CA
Revenu brut	1 568 363
Transport à l'usine de transformation	1 777
Redevances	31 332
Revenu brut (NSR) après redevances	1 535 253

III COÛTS D'OPÉRATION

Minage	91,64 \$/T usinée	Maintenance	24,86 \$/T usinée
Usinage	92,74 \$/T usinée	Services sur le site	32,68 \$/T usinée
Énergie (générateurs)	35,77 \$/T usinée	Administration	22,43 \$/T usinée
Coût moyen d'opération : 300,12 \$/T usinée			
27,84 \$ CA/livre		23,66 \$ US/livre	

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

IV PROFIT D'OPÉRATION

Année	\$ CA	Année	\$ CA
1	131 819 000	5	189 170 000
2	107 096 000	6	136 345 000
3	153 437 000	7	139 824 000
4	182 793 000		
Profit total d'opération : 1 040 484 000 \$ CA			

V COÛTS DE CAPITAL

	(x 1 000) \$ CA	(x 1 000) \$ CA
Coûts de capital direct		191 009
Mine	32 466	
Usine	143 136	
Infrastructures	15 398	
Coûts de capital indirect		48 568
Contingence		52 273
Inventaire		980
Coût avant le démarrage		292 830
Capital de soutien (6 ans)		19 126
Fermeture		30 000
Coûts de capital pour la durée de la mine		341 955

VI VALEUR ÉCONOMIQUE

Taux de retour interne avant taxes : 41,5 %

VALEUR PRÉSENTE NETTE (NPV) avant taxes	
Taux d'escompte %	(x 1 000) \$ CA
5	475 550
8	377 640
10	323 530
15	218 070

VII SENSIBILITÉ AU PRIX

PRIX	\$ US/lb	NPV (x 1 000) \$ CA
	75,00	323 530
0,67	50,00	31 700
0,80	60,00	148 260
1,00	75,00	323 530
1,07	80,00	381 890
1,14	85,50	446 220

Même avec une inflation significative affectant les coûts d'opération dans l'industrie minière, le projet Matoush démontre une meilleure robustesse économique comparativement à l'étude d'opportunité initiale. Il est possible de voir la valeur économique du projet augmenter avec une diminution des coûts d'opération. La Société continue d'étudier différentes alternatives d'ingénierie pour augmenter la valeur économique du projet, comme l'utilisation des éoliennes afin de fournir de l'électricité pour le projet. Les coûts de fermeture sont maintenus à 30 millions \$. Des efforts seront déployés afin de réduire ces coûts importants.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Comme démontré au tableau VII ci-dessus, la rentabilité du projet Matoush est sensible aux cours des produits de base. Les perspectives pour le prix de l'uranium demeurent positives et bien que plusieurs projets d'exploration et de développement pour l'uranium sont en cours présentement dans le monde, on compte également plusieurs centrales nucléaires en construction et/ou des projets de construction de centrales nucléaires, particulièrement en Chine, en Inde et en Russie, alors que les prévisions indiquent une hausse de la demande énergétique et que la filière énergétique cherche à se libérer de sa dépendance à l'énergie produite au charbon.

Les événements récents survenus au Japon ont eu un impact sur le prix en cours de l'uranium. Les analystes ont commenté ces événements mais n'ont pas révisé leurs prédictions de façon importante concernant l'ensemble de l'industrie de l'uranium et de l'énergie nucléaire

INGÉNIERIE, PERMIS ET LICENCES

ÉTUDES / PERMIS / AUTORISATIONS

À la suite du dépôt de son étude d'impact environnemental sur la phase d'exploration souterraine du projet Matoush auprès de la CCSN, en octobre 2009, la Société a reçu des questions et commentaires de diverses instances visant à approfondir ou compléter certains aspects de l'étude d'impact environnemental en vue de l'obtention de la licence pour la phase d'exploration souterraine. La Société a acheminé une partie des questions aux différents consultants impliqués, soit Golder Associés (« Golder »), SENES Consultants Limited (« SENES »), Groupe Stavibel Inc. (« Stavibel »), Scott Wilson RPA et GENIVAR Income Fund (« GENIVAR »). Les autres questions ont été répondues à l'interne.

Une première série de questions et commentaires a été envoyée à la Société, en janvier, par la CCSN. Toutes les questions ont été répondues par la Société et ses consultants et ont été retournées à la CCSN, en juin, pour commentaires.

La Société a également reçu, le 30 avril, la demande d'information additionnelle du COFEX sur l'étude d'impact environnemental du projet Matoush. Les réponses aux questions formulées par le COFEX et certains ministères fédéraux ont été déposées à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) le 9 août, tel que planifié. Les documents déposés incluaient aussi des réponses aux questions formulées par le public lors des séances d'information et par des représentants de la Direction de l'environnement de Mistissini. Ils comportaient également des réponses aux demandes supplémentaires de l'ACEE à la suite de jugements de la Cour suprême du Canada déclarant que le processus d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux doit être approfondi par la juridiction fédérale, même si les projets sont évalués aussi dans la province de Québec.

De plus, la Société a reçu officiellement, le 18 juin, les questions et commentaires du COMEX sur l'étude d'impact environnemental. Une rencontre avait toutefois eu lieu auparavant, soit le 9 juin, avec des analystes du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (« MDDEP ») afin de discuter de ces questions. Les questions et commentaires du provincial (COMEX) recoupaient de près ou de loin les questions du fédéral (COFEX). La Société a déposé le 24 septembre, soit une semaine avant la date prévue, les réponses aux questions et commentaires du COMEX sur l'étude d'impact auprès du MDDEP.

Par conséquent, toutes les réponses aux questions additionnelles portant sur l'étude d'impact environnemental du projet Matoush ont été acheminées aux différentes instances concernées.

D'autre part, au cours du premier trimestre de l'année 2010, la direction des opérations et ingénierie a poursuivi ses activités en vue de se préparer au programme d'exploration souterraine qui débutera lorsque la Société aura obtenu les permis nécessaires.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Les consultants mandatés par la Société ont fait progresser divers dossiers. D'abord, Golder a procédé à la rédaction d'un mémo technique portant sur les travaux de terrain effectués à la fin de l'été 2009. Ce dernier comporte notamment des données sur la qualité de l'eau de surface, le benthos (ensemble d'organismes aquatiques qui vivent dans les fonds marins) et quelques corrections à l'étude d'impact. Ce mémo technique (*Addenda A to the limited environmental impact assessment for the Matoush underground exploration project*) a été déposé le 2 mars 2010 auprès du MDDEP. Golder a également procédé à la révision de la traduction de l'étude d'impact préliminaire sur laquelle ils ont travaillé.

Ensuite, une demande de certificat d'autorisation (CA) a été complétée par GENIVAR pour l'agrandissement du campement et du système de traitement d'eau potable et des eaux usées. La demande a été déposée en janvier au bureau régional du MDDEP à Rouyn-Noranda. Les informations complémentaires qui ont, par la suite, été demandées par le MDDEP ont été fournies et le dossier est maintenant complet.

De son côté, SENES a finalisé, en janvier et février, la traduction de ses sections d'études, soit sur la qualité de l'air et du risque sur l'écologie et la santé humaine.

D'autre part, la version française de l'étude d'impact sur l'environnement, dans le cadre du programme d'exploration souterraine du projet uranifère Matoush, a été déposée, en février, par la Société auprès du MDDEP (provincial) et de l'ACEE (fédéral).

En ce qui a trait à la route quatre-saisons, la Société a adressé, en mars, une lettre aux sous-ministres du MDDEP et du ministère des Ressources naturelles et de la Faune afin de les informer de certains changements survenus à la suite d'une rencontre tenue avec des représentants du ministère des Transports du Québec (« MTQ ») et divers autres intervenants. En effet, la Société a décidé de retirer sa demande d'autorisation pour la construction d'un chemin quatre-saisons suivant le tracé de la route d'hiver à l'intérieur du futur parc provincial du kilomètre 0 au kilomètre 73,5. Il a été convenu qu'à l'intérieur du futur parc national, le tracé du MTQ allait prévaloir sur le tracé de l'ancienne route d'hiver. La Société a toutefois maintenu sa demande de certificat d'autorisation pour la construction du chemin quatre-saisons sur le segment de route situé entre le kilomètre 73,5 et le kilomètre 130, soit à l'extérieur du futur parc. Par ailleurs, il est à noter que la Société n'a reçu aucune nouvelles concernant la demande du certificat d'autorisation pour la section de route quatre saisons située entre le kilomètre 73,5 et le kilomètre 130.

En mars 2011, dans le cadre du budget provincial 2011, le gouvernement du Québec a annoncé une allocation de 278,6 millions de dollars pour le prolongement de l'autoroute 167 dans les Monts Otish.

D'une part, la Société a reçu, en avril, le certificat d'autorisation pour l'agrandissement du camp Matoush et de son système de traitement de l'eau potable et des eaux usées.

D'autre part, à la suite d'une directive transmise par le comité d'évaluation provincial (« COMEV ») en mai 2010, l'équipe de la Société a dû approfondir certaines études concernant l'exploitation de bancs d'emprunt sur des superficies supérieures à 3 hectares et à proximité d'un plan d'eau. La firme Poly-Geo inc. a été mandatée pour la réalisation des travaux sur le terrain et la rédaction du rapport. Les travaux de terrain ont été exécutés entre le 8 et le 16 juin.

Deux rapports d'étude d'impact couvrant les résultats du dépôt DG-9 ainsi que les dépôts DT-1, DT-8, DT-18, DT19, DT-20, DG-5 et DG-8 ont été déposés auprès du MDDEP en juillet et en septembre respectivement. Les commentaires du COMEX relativement à ces études ont finalement été reçus le 17 janvier 2011.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

À la suite d'une demande de non-assujettissement à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts afin de poursuivre l'utilisation du lieu d'enfouissement en territoire isolé (LETI), déposée auprès du MDDEP par la Société le 19 avril 2010, le consentement du MDDEP a été accordé à la Société, le 8 août. Il est à noter que l'usage du LETI est permis, entre autres, tant et aussi longtemps que la capacité d'accueil du campement ne dépasse pas 50 personnes ou l'équivalent à longueur d'année. De plus, à la suite d'une demande de non-assujettissement à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts pour l'entreposage temporaire des sols contaminés, déposée par la Société auprès du MDDEP le 28 avril 2010, l'accord du MDDEP a été consenti à la Société, le 11 août.

Par ailleurs, GENIVAR a été choisi parmi les cinq consultants potentiels pour réaliser un programme de suivi des eaux souterraines ainsi qu'un programme d'évaluation des teneurs de fond dans les sols sur la propriété. Ces deux programmes ont été inclus dans le document de réponses aux questions du COMEX, déposé le 24 septembre auprès du MDDEP. La mise en place du programme de suivi des eaux souterraines sur le terrain est prévue en février 2011 et celle du programme d'échantillonnage des sols est prévue en mai 2011.

Au cours du dernier trimestre, beaucoup d'échanges techniques ont eu lieu avec la CCSN et le MDDEP. En effet, la CCSN a fait parvenir à la Société plusieurs demandes d'information supplémentaires, de manière formelle ou informelle, concernant des programmes et des procédures. De plus, de nombreux échanges techniques ont eu lieu avec le MDDEP concernant principalement le programme de suivi et le lieu de décharge de l'effluent final. Finalement, la requête de modification des certificats d'autorisation pour l'exploitation de trois bancs d'emprunt a été acceptée. Il est donc possible d'exploiter ces dépôts sur de plus grandes profondeurs.

TRAVAUX SUR LE SITE

Le progrès considérable dans la construction de la piste d'atterrissage est l'un des faits saillants de l'année. En effet, la piste d'atterrissage permet désormais le transport de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaire pour l'avancement des opérations.

Les travaux reliés à la construction de la piste d'atterrissage ont commencé au mois de mai. Le contrat pour la construction de la piste d'atterrissage et du chemin d'accès a été octroyé à Les Entreprises Carsa inc., un entrepreneur associé à des Cris de Mistissini. La construction du chemin d'accès pour la piste d'atterrissage a d'ailleurs débuté au cours du premier trimestre.

Au cours du deuxième trimestre, la construction des chemins d'accès pour la piste d'atterrissage ainsi que des accès aux bancs d'emprunt a été complétée comme prévu. L'installation des concasseurs de l'entrepreneur afin de produire les matériaux nécessaires pour la construction de la piste, a débuté et tous les permis des différents ministères ont été obtenus pour la piste d'atterrissage. Le certificat d'autorisation a été obtenu le 21 juin 2010.

Durant le troisième trimestre, un contrôle de qualité relié à la compaction et aux granulométries a été effectué pour les travaux relatifs à la piste. Cette vérification est faite par Consultant Aurus inc. La surveillance globale de ce chantier est effectuée par GENIVAR et par le superviseur de la Société. La couche de granuleux en MG112b a été appliquée à 100 % et celle de MG56 à 80 %. Quant à la couche finale en MG20, elle sera étalée à l'été 2011.

L'avancement considérable des travaux tout au long de l'année pour la construction de la piste d'atterrissage a permis la tenue, au cours du dernier trimestre, soit le 15 octobre, du vol inaugural donnant lieu au premier atterrissage sur la piste du projet Matoush. Depuis cette date, le transport de la main-d'œuvre et de l'équipement se fait directement entre Chibougamau et la piste de Matoush.

Le 9 novembre, les travaux de construction de la piste ont été interrompus pour le restant de l'année 2010, en raison du début de la saison hivernale. Une couche de gravier de classe MG31.5mm a été étendue sur toute la longueur de la piste et sur une largeur de 30 mètres. L'épaisseur est d'environ 8 centimètres.. Le dernier vol de l'année s'est tenu le 16 décembre.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

D'autre part, la Société a réalisé plusieurs autres travaux d'ingénierie dans le cadre de son projet d'exploration uranifère Matoush. Au cours du premier trimestre, la route d'hiver a été entretenue à partir de son ouverture, le 10 février 2010, jusqu'à sa fermeture, le 15 mars 2010. Tous les transports planifiés et nécessaires ont eu lieu, malgré les températures hivernales anormalement douces. D'ailleurs, la Société a élaboré un document d'information, comprenant différents guides et formulaires, qui sera mis en application afin de s'assurer que les transporteurs se conforment à ces exigences en gestion environnementale et en sécurité au travail.

Ensuite, la Société a procédé à l'installation de plusieurs nouveaux bâtiments temporaires sur le site pour répondre aux besoins du programme d'exploration. Parmi ces bâtiments, on compte trois mégas dômes, deux roulottes-dortoirs et une roulotte bureau. De plus, une nouvelle génératrice de capacité supérieure a été ajoutée pour répondre aux besoins futurs et une ligne électrique aérienne a été installée pour alimenter les bâtiments temporaires.

Lors du deuxième trimestre, en raison des températures hivernales mentionnées précédemment qui ont occasionné une fonte rapide et une quantité importante de boue sur les accès de la zone de construction, la Société a dû suspendre certaines activités durant la période de dégel. Les activités ont repris leur cours normal à la mi-juin.

Pendant le troisième trimestre, d'autres travaux d'infrastructures ont eu lieu, dont la mise en place d'un plancher de béton dans les mégas dômes de Major Drilling Group International inc. et de la Société, l'installation des roulottes pour les nouveaux bureaux, la construction du chemin du futur parc pétrolier et d'une partie du chemin d'accès entre le camp et la route d'hiver, la construction du système enviroseptic pour les égouts et le raccordement des réservoirs de carburant pour l'alimentation semi-automatique des génératrices. Notons, à cet effet, que l'installation des roulottes pour les nouveaux bureaux a été effectuée en collaboration avec Les Entreprises Matoush. Le tertre, le champ d'épuration, la fosse septique et les pompes ont, quant à eux, été installés en collaboration avec ASDR Environnement. Ce système enviroseptic devrait suffire au camp pour les besoins à venir.

Les travaux se sont poursuivis au cours du quatrième trimestre. Le 24 novembre 2010, la connexion des égouts a été complétée entre la fosse septique, les nouveaux bureaux et le camp. L'aqueduc, la fosse septique, le champ d'épuration et les pompes sont également tous fonctionnels et en opération depuis cette date. Quant à la Seprotech, l'ancien système de traitement des eaux usées, elle sera vidangée et retournée au fournisseur.

De plus, les réservoirs de carburants, servant à alimenter les génératrices, ont été raccordés pour fonctionner de façon semi-automatique avec une nouvelle pompe. Les travaux ont été effectués par SM Construction inc. et suivis d'une inspection exécutée par Stavibel. À cet effet, les modifications apportées à la suite de l'inspection de Stavibel ont été acceptées relativement à l'installation des équipements pétroliers; la Société a reçu l'attestation de conformité le 23 décembre 2010.

Par ailleurs, l'essentiel des travaux électriques, prévus pour l'année, a été réalisé. Les raccordements entre la nouvelle génératrice 500kw et les autres installations du site sont complétés; les mégas Dômes, les nouveaux bureaux, les installations septiques, la carothèque et l'alimentation semi-automatique des génératrices sont désormais tous alimentés par la nouvelle génératrice. L'alternateur de la génératrice 300kw a également été changé. Le suivi est assuré depuis la fin août par un ingénieur électrique de GENIVAR.

Finalement, la base de béton et l'installation de l'antenne de communication près des nouveaux bureaux sont terminées et fonctionnelles.

SANTÉ ET SÉCURITÉ

Dans le cadre du programme de santé et sécurité au travail, la Société a augmenté le nombre de contrôles afin d'éviter les incidents sur le site du projet. De plus, des exercices d'évacuation de blessés ont été effectués sur le site et les inspections sont désormais beaucoup plus fréquentes dans les espaces de travail des entrepreneurs.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

La Société organise également des réunions sur la santé et la sécurité au travail pour tous les employés et entrepreneurs présents sur le site, en plus de préparer, rédiger et distribuer de nombreux documents relatifs à la santé et la sécurité. À cet effet, de courtes descriptions des programmes de santé et sécurité qui seront en vigueur advenant une phase d'exploration souterraine sont disponibles dans la section « Santé et Sécurité » du site Web de la Société à l'adresse www.stratecoinc.com.

D'autre part, aucune des données relevées tout au long de l'année par les 50 dosimètres thermoluminescents, portés par les travailleurs au camp, n'a enregistré de valeur au-dessus de la limite mesurable de l'appareil, soit 0,1 mSv. Les dosimètres sont analysés par Santé Canada.

EMPLOIS FUTURS / MAIN-D'ŒUVRE

Une rencontre a été organisée avec le Département de Développement des Ressources Humaines Cries (« CHRDR »), en juin, pour discuter notamment de leurs programmes d'intégration au travail, d'aide à l'emploi pour les nouvelles entreprises et de formation à l'emploi. Le CHRDR a pour mandat de développer les compétences des Cries et non-Cries en fournissant du support et du financement afin de créer de nouveaux postes ou d'augmenter la compétence des travailleurs. Dans le cadre du programme d'exploration souterraine du projet Matoush, la Société a établi des objectifs d'embauche et de formation pour les populations locales. Ceux-ci se trouvent, entre autres, dans l'étude d'impact environnemental du projet Matoush disponible sur le site Web de la Société www.stratecoinc.com.

Finalement, au 31 décembre 2010, l'équipe de la Société comptait 37 membres, dont 17 au campement Matoush et 20 au bureau corporatif.

COMMUNICATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS ET LES INVESTISSEURS

RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES

L'année 2010 a été très chargée en ce qui a trait aux communications et aux relations avec les communautés. Plusieurs initiatives ont été prises par la Société pour maintenir et renforcer les relations avec les communautés de Mistissini, Chibougamau et Chapais. Une fois de plus, l'équipe de la Société a tout fait en son possible pour atteindre son objectif qui est de veiller à ce que le public soit informé de la nature de ses travaux et des enjeux liés à l'uranium en accordant une importance particulière à l'ouverture et à la transparence.

Au cours du premier trimestre, la Société a continué de prendre les mesures nécessaires pour établir et maintenir de bonnes relations avec les Premières Nations et la population de la Baie-James. À cet effet, l'ouverture de bureaux à Mistissini et Chibougamau, la création du poste de directeur des relations avec le milieu et la nomination d'un agent de liaison, issu de la communauté crie, ont permis à la Société d'établir un lien direct avec les communautés concernées et de leur offrir la possibilité de s'informer sur place des divers enjeux liés au projet Matoush. Les représentants locaux de la Société ont multiplié les rencontres avec la population et les instances locales. Leur présence répond directement à une demande des communautés réclamant que la Société soit plus présente au sein des communautés concernées.

En outre, dans le but de continuer à développer des relations harmonieuses avec la communauté crie de Mistissini et de tenir informés ses membres des développements liés au projet Matoush, la Société a organisé deux rencontres au mois de février : une première rencontre avec la famille crie dont la ligne de trappe couvre les infrastructures et le gîte du projet Matoush; et une autre avec le chef de la communauté crie de Mistissini.

La Société a également tenu des réunions d'information tout au long du trimestre. Elle a notamment organisé des réunions avec les autorités locales, les organismes locaux, les comités régionaux liés au dossier, les entrepreneurs locaux, les professionnels de la région et le public afin d'impliquer les divers intervenants, de maintenir un dialogue ouvert, de s'enquérir des préoccupations et de divulguer de l'information sur le projet Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Par ailleurs, différentes instances, telles que la Conférence régionale des élus de la Baie-James (« CREBJ ») et Learning Together, ont pris l'initiative d'organiser des activités d'information dans les communautés de Mistissini, Chibougamau et Chapais. La Société encourage ce type d'activités puisqu'elles permettent, entre autres, une meilleure compréhension des enjeux liés à l'exploration et l'exploitation de l'uranium. Il est, par conséquent, beaucoup plus facile pour les communautés de se faire une idée exacte des faits réels qui entourent l'industrie uranifère.

Au nombre de ces initiatives, la venue de quatre chefs autochtones de la Saskatchewan a certainement permis de mieux saisir la réalité des communautés vivant à proximité des mines d'uranium. Ces sessions d'information, organisées par l'ancien chef John Longchap et Learning Together, ont été bien accueillies par les communautés locales. Les chefs autochtones présents, qui représentent les communautés canadiennes les plus directement concernées par l'exploitation uranifère, ont été sans équivoque par rapport aux impacts des mines d'uranium sur la santé et l'environnement : après 50 ans d'exploitation uranifère, la santé de leur communauté, de leur environnement, de l'eau, du gibier et des poissons est intacte, même avec une mine d'uranium à moins de 30 kilomètres. De plus, leur communauté respective retire des bénéfices directs de l'exploitation uranifère.

En outre, la Société a mis en ligne, à la mi-mars, une nouvelle version de son site Web disponible au www.stratecoinc.com. En effet, afin d'informer efficacement la population, le site Web a été optimisé de manière à être plus accessible, performant et convivial. La Société s'est également dotée d'un nouvel outil de gestion qui lui permet d'effectuer la mise à jour des informations en ligne, de façon régulière, afin que le public puisse avoir accès aux plus récents développements liés aux activités de la Société. Dorénavant, le public a un accès rapide et simple à la documentation diffusée par la Société. Les membres des communautés locales, les investisseurs et toutes les personnes concernées ou intéressées peuvent trouver réponses à leurs questions et même communiquer avec l'équipe de la Société par l'entremise du site.

Le deuxième trimestre a également été extrêmement occupé et productif en ce qui a trait aux communications et aux relations avec le milieu. D'abord, avec la présence permanente du directeur des relations avec le milieu dans les bureaux de la Société à Mistissini et Chibougamau et d'un assistant, membre de la communauté crie, au bureau de Mistissini, le nombre de rencontres avec les communautés locales a été très important. Au début du mois de mai, une tournée des cabines de trappe, à partir de Témiscamie jusqu'à Mistissini, a été entreprise pour diffuser de l'information sur le projet Matoush et répondre aux questions des gens de la communauté, en anglais et en cri. Ces rencontres personnalisées ont très bien été accueillies et ont permis à la Société de prendre le pouls de la population locale.

De plus, un outil de communication a été mis au point pour permettre à la Société d'obtenir de l'information supplémentaire sur l'utilisation du territoire. En effet, un questionnaire a été distribué aux maîtres de trappes à proximité du projet Matoush pour déterminer leurs habitudes concernant la chasse, la pêche et les activités dites traditionnelles. Diverses rencontres individuelles de suivi ont également eu lieu afin d'identifier les zones les plus actives de chacune des aires de trappe.

Ensuite, les représentants de la Société ont été invités, par le biais de la CREBJ, à présenter les développements du projet Matoush aux élus de la Jamésie. Cette rencontre a donné lieu à un échange intéressant à travers lequel de l'information primordiale sur le projet a pu être diffusée. Une fois de plus, la Société a pu répondre aux questions soulevées tout en prenant note des commentaires et préoccupations des élus de la région.

Un des faits marquants de ce second trimestre a été la tenue des séances d'information publique à Mistissini et Chibougamau, les 25 et 26 mai derniers. Celles-ci ont été l'occasion pour la Société de présenter les résultats de son étude d'impact environnemental aux populations locales ainsi qu'aux représentants du COMEX, du COFEX, de la CCSN, de Santé Canada ainsi que du MDDEP. Cette première phase du processus d'audiences publiques a notamment permis au public de poser des questions, d'émettre des commentaires et de s'exprimer quant à leurs préoccupations. Cet exercice a, une fois de plus, permis à la Société de prendre le pouls des communautés locales par rapport au projet Matoush.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

En préparation pour les séances d'information publique, la firme GENIVAR a créé pour la Société une animation 3D sur le projet Matoush. Celle-ci explique, en français et en anglais, de façon simple et imagée les différentes étapes de réalisation du projet Matoush, soit les étapes d'exploration uranifère et d'exploitation d'une future mine d'uranium. Cette vidéo informative a notamment été réalisée pour répondre à des questions précises du COFEX et pour servir d'introduction lors des séances d'information publique. Elle est maintenant disponible sur le site Web de la Société (www.stratecoinc.com) et sur YouTube. Il s'agit d'un outil d'information exceptionnel qui permet de rejoindre un très large public.

Par ailleurs, les représentants de la Société ont assisté à de nombreuses rencontres à Mistissini et Chibougamau tout au long du mois de juin, notamment avec la Table jamésienne de concertation minière, la Ruée vers le Nord, le Directeur général de Mistissini, le CHRD et la Direction de l'environnement de Mistissini. Toutes ces réunions font partie du plan de communication de la Société qui vise, entre autres, à inclure les communautés locales dans le processus décisionnel du développement de son projet Matoush. Parmi les sujets discutés, mentionnons notamment la mise en place du « comité uranium » mandaté notamment par l'ACEE et chapeauté par la Direction de l'environnement de Mistissini. Ce comité a été créé afin d'impliquer des gens de la communauté dans le processus décisionnel concernant l'exploration et l'exploitation uranifères sur le territoire. Malgré la volonté de la Société de collaborer avec le comité uranium de Mistissini, afin de fournir l'information nécessaire et essentielle concernant le développement du projet Matoush, jusqu'à maintenant, le comité a refusé toute collaboration de la Société.

Toujours au cours du deuxième trimestre, la Société a continué d'encourager les initiatives qui proviennent des communautés locales dont l'objectif est de donner de l'information sur les enjeux relatifs à l'exploration et l'exploitation uranifères. Parmi celles-ci, les soirées d'information organisées par le « comité uranium » de la CREBJ, qui ont eu lieu les 12 et 13 mai à Chibougamau et Chapais, ont permis au public de se renseigner auprès d'experts du domaine uranifère.

Au cours du troisième trimestre, la volonté de la Société d'obtenir l'appui des communautés concernées s'est traduite par la tenue de nombreuses rencontres.

À la suite de l'élection, en juillet, du Conseil de bande de Mistissini, la Société a tenu à rencontrer le nouveau Chef, Richard Shecapio, ainsi que les nouveaux conseillers en poste. La première rencontre officielle, qui a eu lieu avec le nouveau Chef et son prédécesseur, le Chef John Longchap, a permis de faire le point sur le projet Matoush en présentant notamment les divers aspects du projet, depuis ses débuts en 2006 jusqu'à aujourd'hui, ainsi que les développements futurs. L'importance d'établir de bonnes relations et les bénéfices dont la communauté crie profitera ont également été abordés. Les représentants locaux ainsi que la direction de la Société ont régulièrement discuté avec les divers intervenants de la communauté de Mistissini afin de répondre à leurs questions et de les tenir informés des développements en cours et à venir.

D'autre part, la Société a organisé des visites du site du projet Matoush avec divers intervenants. En effet, des représentants du COFEX et de la CCSN, le Chef Richard Shecapio, un membre du Cree Regional Authority, des membres du Conseil de bande ainsi que des représentants de la Direction de l'environnement et de la Direction du développement économique de Mistissini ont pu, lors de différents voyages, se rendre sur la propriété Matoush pour visiter les installations. Les visiteurs semblaient impressionnés particulièrement par l'ampleur du projet, l'avancement des opérations et la qualité des infrastructures. Ils ont de plus apprécié la propreté des lieux, les habitudes de recyclage instauré sur le site ainsi que la visite des mégas dômes, de la carothèque et de la piste d'atterrissage. Les visiteurs sont désormais aptes à visualiser et à se faire une idée plus juste du projet uranifère Matoush, ce qui permet certainement à rajuster certaines idées préconçues.

Les initiatives des autorités locales, durant le troisième trimestre, ont aussi contribué à l'information du public en lien avec le projet Matoush. La Société s'est réjouie de la volonté des élus de transmettre une information neutre et scientifique à leur population. Ces démarches ont très certainement favorisé la présence d'un climat sain dans lequel des échanges constructifs et bénéfiques ont pu avoir lieu. À titre d'exemple, la communauté de Mistissini a été invitée, d'une part, à poser des questions en direct à la radio aux représentants de la CCSN, et d'autre part, à participer à une rencontre d'information sur le radon à Mistissini.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Par ailleurs, la Société a profité de la couverture médiatique de la Commission parlementaire sur le *Projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur les mines, 1ère sess., 39e Lég. Québec., 2009* pour répondre aux questions des journalistes en lien avec l'exploration et l'exploitation uranifères. Ce fut une belle occasion pour la Société d'informer la population du Québec sur les faits relatifs à l'uranium. La Société, en tant qu'acteur important du secteur uranifère québécois, a également tenu à déposer et présenter un mémoire dans le cadre de cette Commission parlementaire. Plusieurs propositions ont été faites pour encourager le développement et l'encadrement judiciaire de ce secteur. Ces propositions et les raisons exprimées par la Société pour justifier l'importance de développer le secteur uranifère québécois ont bien été reçues par les membres de la Commission.

D'importantes réunions ont également eu lieu au cours du dernier trimestre. D'abord, les représentants locaux de la Société ont continué de rencontrer individuellement plusieurs membres de la communauté de Mistissini. Ces nombreuses rencontres, qui ont d'ailleurs eu lieu tout au long de l'année, ont permis à la Société d'informer les gens, de répondre à leurs questions, d'être mise au courant de leurs préoccupations et surtout de démontrer qu'elle a une réelle volonté d'être présente au sein des communautés et d'impliquer les populations locales.

D'autre part, une visite du site Matoush a eu lieu, le 15 octobre 2010, avec les élus de la Baie-James et, le 10 novembre, avec des tallymen et des représentants des familles des lignes de trappe. Une fois de plus, la Société croit que ces visites améliorent grandement la compréhension des enjeux liés au projet Matoush et entraînent des échanges essentiels pour établir de bonnes relations.

Finalement, l'année s'est terminée par la deuxième phase des audiences publiques sur l'étude d'impact environnemental de la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Ces rencontres, qui ont eu lieu le 23 novembre à Mistissini et le 25 novembre à Chibougamau, ont permis aux gens du public d'émettre leurs opinions sur le projet et/ou de présenter un mémoire.

Dans le cadre de ces audiences publiques, la Société a reçu des appuis considérables; près de 50 personnes, organismes, entreprises et instances locales et régionales ont confirmé leur soutien au projet par l'entremise de lettres d'appui, de mémoires et de présentations. La Société estime que les appuis de la Jamésie, qui représente plus de 14 000 citoyens, de tallymen et de familles crie, une dont les lignes de trappe couvrent les infrastructures et le gîte du projet Matoush, ainsi que de certains membres de la communauté crie sont considérables.

Néanmoins, la Société prend très au sérieux le refus de la communauté crie de Mistissini d'appuyer le projet Matoush. À la suite des audiences publiques, la Société a accepté, le 3 décembre dernier, une proposition d'offre de services du Conseil cri sur l'exploration minérale pour que ce dernier mette en œuvre un plan de communication qui vise à promulguer de l'information transparente, fiable et compréhensible sur le projet Matoush ce qui permettra à la communauté de Mistissini de prendre une décision éclairée. La Société entend poursuivre ses efforts afin de développer et approfondir les relations avec les Crie de Mistissini pour répondre convenablement à leurs préoccupations et éventuellement obtenir leur appui.

Bref, à la lumière de ces informations et de l'avis de la Société, il est clair et évident que d'importants et de nombreux efforts d'information ont été faits dans les communautés locales au cours de l'année et même depuis le début du projet Matoush en 2006. Plus de 200 rencontres, réunions et activités d'information ont eu lieu avec les communautés locales. La Société a, de toute évidence, accordé une importance particulière à l'ouverture et à la transparence de manière à diffuser de l'information et les connaissances nécessaires au public pour mieux comprendre l'industrie uranifère.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

En ce qui concerne les relations avec les investisseurs, au cours du premier trimestre de l'année 2010, divers membres de l'équipe de la Société se sont rendus à Toronto, du 7 au 10 mars, dans le cadre du Prospectors and Developers Association of Canada (« PDAC »). Le président et chef de la direction, monsieur Guy Hébert, y a d'ailleurs fait une présentation pour exposer les raisons d'investir dans la Société. De plus, il s'est rendu en Europe, du 1^{er} au 5 février, ainsi qu'en Floride, du 28 février au 3 mars, dans le cadre du Global Metals & Mining Conference. Il a également donné des entrevues dans les médias afin de renseigner les investisseurs et le public des développements relatifs au projet Matoush.

Au cours du second trimestre, M. Hébert a donné de nombreuses présentations. Celles-ci se sont notamment tenues en Europe, entre le 2 et le 8 mai, ainsi qu'à Montréal et Toronto à quelques reprises. La direction de la Société a également continué de rencontrer de potentiels partenaires canadiens et étrangers. D'autre part, la Société a annoncé, au début du trimestre, qu'elle a retenu les services de Communication Financières Renmark inc. (« Renmark ») pour l'assister dans ses activités de relations avec les investisseurs. De plus, la Société a tenu son assemblée annuelle et spéciale des actionnaires de la Société, le 27 mai, durant laquelle les actionnaires ont réélu les administrateurs et nommé les nouveaux vérificateurs de la Société et ont prorogé, pour une durée de trois ans, le régime des droits des actionnaires.

Lors du troisième trimestre, la Société a continué d'établir de nouvelles relations avec les investisseurs et de maintenir celles qui perdurent année après année. Pour ce faire, M. Hébert a, entre autres, participé à la conférence annuelle de la World Nuclear Association qui s'est tenue à Londres du 14 au 17 septembre ainsi qu'à la Macquarie Global Nuclear Conference 2010 qui a eu lieu à Toronto, le 30 septembre.

Finalement, la Société a terminé l'année 2010 avec de nombreuses activités liées aux relations avec les investisseurs. En effet, au cours du dernier trimestre, M. Hébert s'est rendu, du 27 octobre au 5 novembre, à Victoria, Vancouver, San Francisco et London (Ontario) pour des rencontres organisées par Renmark avec des courtiers de détail et leurs clients. De plus, en raison de l'intérêt démontré pour la Société et l'uranium, M. Hébert s'est rendu à Toronto, le 11 novembre, pour des rencontres institutionnelles.

Toutes ces rencontres et activités font partie du programme intensif de relations avec les investisseurs de la Société. Leur nombre et leur étendue démontrent l'importance que voue la Société aux investisseurs ainsi qu'au public en général.

STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION

LICENCE

La Société entend poursuivre et intensifier son travail afin que le projet Matoush puisse devenir le premier projet uranifère au Québec à avancer des travaux d'exploration souterraine et le premier au Canada à être réalisé par une société dite junior, au cours du présent cycle, soit en près de 25 ans.

Dans cette optique, la Société poursuit ses démarches dans le but d'obtenir la licence nécessaire pour amorcer l'excavation de la rampe d'exploration souterraine. Les audiences publiques, qui ont eu lieu en novembre, constituaient la dernière phase du processus d'examen public de l'étude d'impact environnemental de la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Les présidents respectifs du COMEX et du COFEX ont déclaré qu'ils devraient être en mesure de remettre leurs recommandations à la fin février 2011 concernant l'approbation de l'étude d'impact environnemental. La CCSN pourra ensuite annoncer si elle recommande l'attribution d'une licence à la Société pour son programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Cette décision devra ensuite être validée par le ministre de l'Environnement du Canada.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

La Société est optimiste quant à l'obtention de la licence, puisqu'elle a démontré à l'aide d'études détaillées que les impacts sur l'environnement de même que sur la santé seront négligeables et que le gîte Matoush renferme un important potentiel; elle a également démontré l'importance des bénéfices économiques et sociaux; elle bénéficie d'un appui considérable au sein de la Jamésie de même que de familles de lignes de trappe et de tallymen et enfin, elle croit fermement pouvoir rétablir un lien de confiance avec la Nation crie de Mistissini.

RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS

La Société est déterminée à poursuivre ses activités d'information auprès des communautés locales et du public en général. D'ailleurs, la Société est confiante qu'en 2011, la mise en œuvre du plan de communication établie par le Conseil cri sur l'exploration minérale l'aidera à répondre aux attentes et aux préoccupations des Cris tout en les impliquant dans le développement du projet Matoush. Les représentants locaux de la Société de même que la direction continueront à multiplier les rencontres avec les intervenants locaux et s'assureront que les enjeux liés au projet Matoush soient bien compris. La Société entend bien démontrer qu'elle mérite le support qu'elle a reçu dans le cadre des audiences publiques, notamment de la Jamésie, et qu'elle agira de manière à obtenir le respect et l'appui de la communauté crie de Mistissini.

TRAVAUX D'EXPLORATION

En ce qui concerne les travaux d'exploration, une campagne de forage de l'ordre de 30 000 mètres est planifiée avec deux foreuses opérationnelles. Les forages de cette phase seront concentrés sur la propriété Matoush (détenue à 100 %), Pacific Bay-Matoush (option 60 %) et Mistassini (intérêt de 60 %). Cette phase de 30 000 mètres s'insère dans le cadre d'une imposante campagne de 120 000 mètres débutée en octobre 2009. Plus de 43 600 mètres ont déjà été forés. La Société est confiante que ces travaux d'exploration lui permettront d'accroître les ressources uranifères du projet Matoush.

Sur la propriété Matoush, la Société entend concentrer les sondages dans un premier temps entre les lentilles MT-22 et MT-34 ainsi que dans l'extension nord de la lentille MT-34.

Sur la propriété Mistassini située à 50 kilomètres au sud-ouest de la propriété Matoush, une foreuse hélicoptée y a été mobilisée à la mi-janvier 2011. Une campagne de forage d'environ 1 000 mètres avait été planifiée; cependant, compte tenu des mauvaises conditions climatiques limitant les déplacements par hélicoptère ainsi qu'en raison du budget à respecter, la campagne s'est limitée à moins de 500 mètres et a été complétée le 9 février 2011.

Selon les termes de l'entente entre la Société et Ressources Majescor inc., signée le 27 novembre 2008, la Société a acquis un intérêt de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini en effectuant des travaux d'exploration d'une valeur cumulative de 1,3 million \$ sur une période de trois ans. Au terme de la présente campagne de forage, la Société a gagné, le 14 février 2011, son intérêt de 60 %. La propriété Mistassini comprend 171 titres miniers couvrant une superficie de 9 115 hectares.

Sur la propriété Pacific Bay-Matoush, une foreuse a été mobilisée, vers la mi-février, dans le secteur de la faille Alfred située à quatre kilomètres à l'ouest de la faille Matoush.

Les premiers forages de la campagne 2011 consisteront à vérifier l'extension vers le sud et le nord de la faille Alfred. Approximativement 5 000 mètres de forage sont prévus sur l'ensemble de la propriété Pacific Bay-Matoush durant l'année. Outre le secteur de la faille Alfred découvert en octobre 2010, le secteur Rabbit Ears, situé à neuf kilomètres au nord-est du dépôt Matoush, retient l'intérêt.

Afin de gagner son intérêt de 60 % sur la propriété Pacific Bay-Matoush, en plus des travaux d'exploration de l'ordre de 1,0 M \$ prévus pour 2011, la Société devra effectuer un paiement de 175 000 \$ et émettre 70 000 actions le ou avant le 29 octobre 2011.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

INGÉNIERIE

Au chapitre de l'ingénierie, les travaux liés à la construction de la piste d'atterrissage seront exécutés au cours de l'été 2011. Aucun autre travail n'est prévu cette année avant l'obtention de la licence de la CCSN. Une fois la licence obtenue, la Société entreprendra l'excavation pour le portail..

FINANCES / RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Au chapitre des finances, la Société poursuit sa stratégie agressive pour maintenir sa bonne position financière et assurer un bon rendement aux investisseurs. D'ailleurs, les placements privés de 15 M \$, conclu avec Sentient et de 13 M \$, conclu avec un syndicat de preneurs fermes, témoignent de la volonté de la Société d'assurer le développement de ses propriétés à long terme.

Le président et chef de la direction poursuivra également, tout au long de l'année, ses rencontres auprès des investisseurs. Déjà, des présentations et rencontres individuelles ont eu lieu, en Europe, en janvier, ainsi qu'à Boston et New York, en février. La Société sera également présente dans les différents congrès miniers, tel que le PDAC prévu au mois de mars 2011. Fidèle à ses habitudes, la Société veille à prendre des décisions réfléchies et à agir de manière à établir et maintenir un lien de confiance avec ses investisseurs.

ASSURANCE ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

MÉTHODES D'ANALYSE DU PROGRAMME D'EXPLORATION

Tous les échantillons prélevés sont divisés au moyen d'une fendeuse hydraulique par du personnel spécialisé. Les échantillons sont emballés et étiquetés individuellement et expédiés selon des protocoles de transport. Ressources Strateco inc. (« Strateco ») ajoute séparément un échantillon blanc et un quartier de duplicata à tous les 14 échantillons et des échantillons étalons de manière aléatoire dans l'ordre de la séquence d'échantillons devant être expédiée.

Les résultats analytiques sont reçus et importés dans notre base de données. Les répliques et les normes du laboratoire sont vérifiées. Les duplicata internes, les échantillons blancs et les échantillons étalons sont vérifiés. La dérive analytique, issue des résultats prévus, déclenche une nouvelle analyse.

Les résultats sont également comparés avec les valeurs estimées de la teneur x épaisseur (TE) à partir des valeurs *in situ* de la sonde gamma et avec les valeurs CPS consignées durant les procédures initiales de diagraphies des carottes.

TECHNIQUES D'ÉCHANTILLONNAGE : ASSURANCE ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Le programme d'échantillonnage de Matoush, comprenant tous les aspects de l'assurance et du contrôle de la qualité, est sous la supervision de monsieur Jonathan Lafontaine P. Géol., chef géologue chez Strateco, qui agit en tant que personne qualifiée en vertu du *Règlement 43-101*.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

La carotte de sondage est divisée de manière hydraulique sur place et des échantillons sont prélevés à des intervalles variant de 30 centimètres à trois mètres selon leurs caractéristiques géologiques. Avant l'expédition, les sacs d'échantillons scellés sont entreposés dans une installation verrouillée. Les échantillons sont expédiés par avion à l'hydrobase Témiscamie, par camion jusqu'à Chibougamau, puis de là par service de messagerie aux *Geoanalytical Laboratories* du *Saskatchewan Research Council* («SRC») à Saskatoon. Le laboratoire est accrédité par le Conseil canadien des normes en tant que laboratoire d'essais d'analyse minérale selon la norme ISO/CEI 17023. À leur arrivée au SRC, les échantillons sont triés en lots en fonction de leur niveau de radioactivité, puis ils sont préparés et analysés dans cet ordre. Ils sont ensuite séchés, puis broyés au concasseur pour obtenir 60 % de particules d'une granulométrie inférieure à 2 millimètres et séparés en quartiers au moyen d'un diviseur à riffles pour obtenir des sous-échantillons de 100 à 200 grammes. Ces sous-échantillons sont pulvérisés pour obtenir 90 % de particules d'une granulométrie de 106 microns au moyen d'un broyeur à anneaux et à disques. Les broyeurs sont nettoyés à la laine d'acier et à l'air comprimé entre les traitements des différents échantillons. À la suite de la préparation des échantillons, le SRC effectue une analyse de la teneur en U_3O_8 par différents moyens. L'analyse par ICP 4-3R (digestion partielle) et la fluorimétrie sont utilisées sur des échantillons dont la concentration en U_3O_8 est inférieure à 100 ppm. L'analyse par ICP 4-3 (digestion totale) est employée sur les échantillons de radioactivité normale à élevée, c'est-à-dire la majorité des échantillons soumis. Les échantillons d'une concentration en U_3O_8 supérieure à 1 000 ppm font également l'objet d'une digestion à l'eau régale avant la détermination du % en poids U_3O_8 au moyen de l'analyse par ICP. Les résultats sont continuellement examinés.

En plus de l'analyse chimique, la Société emploie un instrument de sondage le long du trou aux rayons gamma pour la détermination de la teneur uranifère (sonde gamma). Avant le sondage, les trous sont nettoyés afin d'éliminer les traces de minéralisation et les émanations de radon. Les résultats du sondage, exprimés en comptes par seconde (cps), sont convertis en **e U_3O_8** (**équivalent U_3O_8**) à partir d'algorithmes généralement acceptés et spécifiquement calibrés pour le gîte Matoush. Un forage de calibration (MT-07-29), pour lequel on a effectué des analyses chimiques complètes, est sondé au moins une fois par mois pour veiller à ce que la sonde soit calibrée adéquatement et qu'elle fonctionne correctement. De plus, les mesures sont comparées avec les analyses chimiques dès leur réception. Les disparités dans les résultats sont immédiatement examinées et corrigées.

Les comptes par seconde, dont l'abréviation est habituellement « cps », est une mesure de la radioactivité. Plus il y a d'éléments radioactifs émettant des rayons gamma dans une source, plus grande est sa valeur en cps. La variation n'est pas linéaire dans la mesure où, s'il est déterminé dans un cas que 5 000 cps est approximativement équivalent à 1 % d'U, on ne peut toutefois affirmer que 25 000 cps est équivalent à 5 % d'U. Mais cela indique qu'il y a plus de matériaux radioactifs dans une source émettant 25 000 cps que dans une source émettant 5 000 cps.

Par conséquent, les comptes par seconde constituent une indication sommaire ou une estimation de la teneur potentielle. Bien que ce ne soit pas toujours le cas pour diverses sources radioactives, la carotte se prête bien à cette comparaison parce que sa taille et sa forme restent parfaitement constantes. Bien qu'il soit plus difficile d'estimer les teneurs potentielles à partir de valeurs en cps provenant d'affleurements et de blocs rocheux, ces données qualitatives confirment la présence ou l'absence d'éléments radioactifs dans une source.

Les valeurs en comptes par seconde constituent des données suffisamment significatives pour justifier leur utilisation comme procédé de contrôle de la qualité interne.

La lettre « e » de « **e U_3O_8** » représente la valeur estimée ou équivalente **U_3O_8** déterminée au moyen d'une sonde spectrale ou gamma calibrée. La lettre « e » indique que la valeur n'est pas obtenue par une analyse des carottes de forage, mais plutôt par la conversion en valeurs U_3O_8 des mesures *in situ* de rayons gamma dans le forage en tenant compte du fait que la totalité des rayons gamma peut être directement attribuée à la quantité d'uranium présente dans la roche. La Société est en mesure de démontrer hors de tout doute que toutes les intersections minéralisées comportent ordinairement une quantité négligeable de radioactivité liée au thorium et au potassium qui soit susceptible de fausser cette analyse. De plus, à la suite de l'analyse isotopique, La Société peut affirmer avec certitude que, comme dans la plupart des autres gîtes uranifères âgés de plus de 0,35 million d'années, l'uranium est en équilibre séculaire (c.-à-d. que les descendants sont produits et désintégrés au même rythme, en corrélation avec la quantité d'uranium).

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Cette méthode de distinction entre les valeurs des tests analytiques et les mesures géophysiques est fréquente dans l'industrie.

Bien que La Société puisse indiquer que les valeurs U_3O_8 relevées sont estimées à partir des lectures de la sonde gamma, il est préférable d'utiliser, s'il y a lieu, les eU_3O_8 pour plus de clarté, comme l'indiquent les lignes directrices de l'ICM citées ici (en anglais seulement) : « Equivalent Assay: Determination of uranium content by radiometric methods ». The validity of Equivalent Assays must be demonstrated with chemical assay determinations. Where employed, equivalent uranium determinations should be reported and appropriately illustrated in the database (e.g. eU_3O_8). Extrait de: <http://www.cim.org/committees/estimation2003.pdf> à la page 50 (55 pages) ».

MÉTHODOLOGIE POUR UTILISATION DE LA SONDE-GAMMA- REPRÉSENTATIVITÉ (*extrait partiel traduit du rapport technique concernant le projet Matoush préparé par Scott Wilson Roscoe Postle Associates Inc., daté du 16 septembre 2008*)

Chaque forage complété est sondé du fond jusqu'au collet excepté pour une longueur de carotte simple ou double et une longueur de tige extraite du fond pour prévenir un engorgement de la foreuse. Le sondage le long du trou est effectué par un géotechnicien de Strateco après avoir nettoyé le trou pendant une heure pour éliminer les traces mineures de minéralisation ou l'émanation de radon. Deux sondes ont été utilisées pendant cette campagne de forage 2007-2008, la première étant une *Mount Sopris 2MGA natural gamma instrument* (2MGA) empruntée à Cameco et équipée d'un détecteur d'iodure de sodium. La deuxième était une *Mount Sopris 2GHF triple gamma instrument* (2GHF) équipée d'un détecteur d'iodure de sodium et de deux détecteurs Geïger-Muller. Plusieurs forages ont été sondés par les deux instruments pour garantir la continuité des données.

Tous les calculs pour l'estimation de la teneur par l'épaisseur (TE) sont basés sur la lecture prise par un instrument à l'intérieur d'une tige remplie d'eau et, par conséquent, les données CPS (compte par seconde) brutes sont prises en compte compensant ainsi pour l'acier de la tige et l'eau. Une fois les résultats importés à l'intérieur de la base de données, le sondage le long du trou est visuellement comparé avec la lecture radiométrique de la carotte de forage correspondante. Bien que les sources de données et les techniques de rapport soient significativement différentes, il s'agit d'une vérification visuelle permettant d'assurer la concordance entre l'espacement des pics et la largeur approximative des zones minéralisées.

Les calculs macros sont différents pour chaque instrument. Pour l'instrument 2MGA, les CPS ajustés sont corrigés pour détecter une saturation à teneurs élevées en utilisant un facteur « temps mort » pour compenser le retard des pulsions électriques transmises à la base de données. Une constante de calibration est ensuite appliquée pour estimer la valeur du TE de la région sous la courbe des CPS corrigés. Une fois la valeur du TE obtenue, elle est estimée sur une certaine longueur sur laquelle la teneur estimée (ou eU_3O_8 en %) est calculée. Pour l'instrument 2GHF triple gamma, une fois qu'une correction simple est appliquée pour compenser la distribution spatiale des détecteurs dans l'instrument, les données sont régularisées par une moyenne variable couvrant 70 centimètres, centrée sur la profondeur de la mesure de l'instrument. Cette méthode élimine les données aberrantes et les petits pics étroits, qui sont considérés comme non représentatifs pour l'estimation TE. Les macros trieront les résultats par la suite, conservant les lectures des détecteurs d'iodure de sodium s'ils sont sous 6 000 CPS (c.-à-d. faibles teneurs) et la somme des détecteurs Geïger-Muller au-dessus de cette limite. La limite de 6 000 CPS est utilisée comme moyenne idéale de détection pour chacun des instruments.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Les macros Excel utilisent un polynôme de degré élevé (3^e degré pour les détecteurs d'iodure de sodium et 2^e degré pour les détecteurs Geïger-Muller) pour assigner une teneur à la valeur CPS correspondante pour chaque échantillon. Ce polynôme est déterminé grâce à des expériences contrôlées utilisant, pour la calibration, un trou de forage dont les résultats d'analyse sont connus. Ainsi, une teneur et une épaisseur connues sont assignées à une valeur CPS pour chacun des détecteurs pour une multitude de teneurs typiquement rencontrés sur la propriété. La courbe du polynôme calibrée est, par la suite, acceptable jusqu'à ce qu'il y est une teneur maximum rencontrée sur la courbe de calibration. Lorsque le CPS maximum est dépassé dans un trou de forage, le polynôme calibré n'est plus valide et doit être recalculé une fois que les données analytiques acceptables soient rétablies.

Dans le but de s'assurer du fonctionnement adéquat de la sonde gamma ainsi que de la représentativité, Strateco a fait venir de Denver au Colorado, un spécialiste de la calibration des sondes spectrales (gamma). *(Ce paragraphe a été ajouté par Strateco)*

Par conséquent, les méthodes de sondage et algorithmes appliqués pour convertir une valeur CPS en eU_3O_8 ont été révisés et vérifiés par le consultant indépendant, Dr. Robert D. Wilson, un spécialiste du secteur d'analyses et d'instrumentation nucléaires. Dr. Wilson a conclu que les méthodes procédurales sont valides et les protocoles sont adéquats pour l'environnement éloigné dans lequel les instruments sont utilisés (Wilson, 2008).

Ces données sont comparées avec des teneurs géochimiques une fois que les résultats d'échantillonnage sont retournés par la SRC. Une variation naturelle d'ordre de 5 à 10 % des TE peut se produire, même si, généralement, les variations sont de moins de 5 %. Un forage de calibration (MT-07-29) est sondé au moins une fois par mois pour s'assurer que la sonde fonctionne correctement.

L'étirement et le glissement des câbles constituent un problème particulier, car ceux-ci peuvent entraîner une variation aussi élevée qu'approximativement 1 % (ce qui veut dire qu'un centimètre de câble glisse ou s'étire lors de l'ascension du trou par mètre de câble enroulé). Toutefois, cette valeur est négligeable pour les trous de forage de moins de 100 mètres, mais peut être considérable pour le projet Matoush, car les trous de forage dépassent généralement 300 mètres et peuvent même atteindre une profondeur de 800 mètres ou plus. Le glissement et l'étirement des câbles pendant les lectures ascendantes des trous sont probablement dus au mouvement de torsion-détorsion des câbles ou à un glissement au niveau des poulies qui mesurent la longueur des câbles. Habituellement, les mesures d'un forage de rayonnement gamma paraissent plus élevées dans la diagraphie que les pics de radioactivité obtenus dans les carottes. Pour compenser cet effet, les profondeurs sont multipliées par 1,01.

RÉCONCILIATION DES DONNÉES DE FORAGES AVEC LES RÉSULTATS D'ANALYSE

Les analyses sont considérées par La Société comme étant des valeurs fiables. Toutefois, les lectures descendantes sont utilisées au lieu des résultats d'analyse si ces résultats sont non disponibles dus à des carottes manquantes ou des délais de procédures analytiques retardataires.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

La comparaison des données de forage à rayonnement gamma avec les résultats d'analyse est meilleure si elle est basée sur le rapport TE, et ce, pour plusieurs raisons. La première et la plus évidente étant que le milieu échantillonné est différent. Les analyses représentent une quantité mesurée d'uranium, alors que les valeurs d'uranium obtenues du sondage *in situ* représentent la signature radioactive d'un volume ayant la forme d'un ballon de football comportant les fluides, le tubage des tiges et l'éponte. De plus, l'hétérogénéité naturelle de la minéralisation peut aussi amener une variance dans l'estimation des teneurs. Il est aussi important de noter que la sonde n'est pas centrée dans la tige de forage, mais est maintenue par la gravité dans l'auge (bas) de la tige de métal au fur et à mesure que celle-ci est montée et descendue et donc, elle ne peut lire régulièrement le niveau de minéralisation dans l'éponte. La variation de la longueur des échantillons est aussi une autre raison pour laquelle les valeurs TE sont comparées. Finalement, parce que la valeur TE est le résultat de l'estimé du sondage descendant (qui sera plus tard décortiqué en longueurs et teneurs), il est tout simplement préférable de comparer la « source » des données, la valeur TE, plutôt que la teneur réelle et les longueurs.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

Frais d'exploration reportés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010	Matoush		Eclat	Apple	Pacific Bay-		Total
	Matoush	Extension			Matoush	Mistassini	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	32 148 398	453 340	997 781	1 402 072	812 577	490 719	36 304 887
Additions							
Experts-conseils et sous- traitants	2 543 748	35 918	851 735	17 521	118 940	2 167	3 570 029
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	2 050 071	-	-	373	-	-	2 050 444
Forages	1 805 369	-	2 831 105	-	208 278	-	4 844 752
Transport et carburant	1 658 843	-	689 871	-	17 297	-	2 366 011
Géophysique	58 623	2 156	2 240	-	56 946	-	119 965
Service de premiers soins	173 218	-	-	-	-	-	173 218
Laboratoires et analyses	107 583	-	250 398	-	14 612	19 352	391 945
Déplacement et hébergement	793 377	-	368 000	-	81 822	-	1 243 199
Coûts de la Commission canadienne de sûreté nucléaire	262 587	-	-	-	-	-	262 587
Frais de gestion	510 128	216	309 131	560	27 984	359	848 378
Fournitures et location d'équipement	285 303	-	-	-	1 451	-	286 754
Entretien d'équipements mobiles	50 237	-	-	-	-	-	50 237
Frais généraux	372 259	-	-	1 800	-	-	374 059
Environnement	318 306	-	-	-	-	-	318 306
Rémunération à base d'actions	216 186	-	-	-	-	-	216 186
Amortissement des immobilisations corporelles	1 210 242	-	-	52 121	-	-	1 262 363
	12 416 080	38 290	5 302 480	72 375	527 330	21 878	18 378 433
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(5 085 551)	(16 700)	(2 325 098)	(9 058)	(228 951)	(16 958)	(7 682 316)
	-	-	-	(750 000)	-	-	(750 000)
Augmentation nette	6 410 489	21 590	2 977 382	(686 683)	298 379	(4 920)	9 946 117
Solde à la fin de la période	38 558 887	474 930	3 975 163	715 389	1 110 956	495 639	46 251 004

Conformément au financement réalisé le 23 décembre 2010, la Société s'est engagée à dépenser 5 000 040 \$ avant le 31 décembre 2011. Au 31 décembre 2010, la Société avait dépensé 50 121 \$ desquels nil \$ ont été versés.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Frais d'exploration reportés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009	Matoush		Eclat	Apple	Pacific	Mistas- sini	Total
	Matoush	Extension			Bay- Matoush		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	22 864 066	456 320	669 376	1 252 357	422 741	293 215	25 958 075
Additions							
Experts-conseils et sous- traitants	3 506 561	24 661	55 919	90 363	58 361	64 593	3 800 458
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 933 886	-	-	-	4 124	45 625	1 983 635
Forages	2 873 116	-	503 583	2 299	507 183	117 363	4 003 544
Transport et carburant	955 169	-	-	1 208	59 654	83 400	1 099 431
Géophysique	-	-	-	-	-	100	100
Service de premiers soins	29 140	-	-	-	-	-	29 140
Laboratoires et analyses	389 534	-	-	-	12 600	-	402 134
Déplacement et hébergement	1 522 891	-	-	365	15 971	21 086	1 560 313
Coûts de la Commission canadienne de sûreté nucléaire	1 235 286	-	-	-	-	-	1 235 286
Frais de gestion	474 948	-	49 785	2 280	60 585	41 066	628 664
Fournitures et location d'équipement	409 524	-	-	-	-	-	409 524
Entretien d'équipements mobiles	158 122	-	-	8 415	2 900	-	169 437
Frais généraux	356 408	-	-	2 027	1 300	-	359 735
Environnement	854 999	-	-	-	-	-	854 999
Rémunération à base d'actions	169 945	-	-	-	-	-	169 945
Amortissement des immobilisations corporelles	486 725	-	-	53 611	-	-	540 336
	15 356 254	24 661	609 287	160 568	722 678	373 233	17 246 681
Crédit de droits miniers et autres crédits d'exploration	(6 071 922)	(27 641)	(280 882)	(10 853)	(332 842)	(175 729)	(6 899 869)
Augmentation nette	9 284 332	(2 980)	328 405	149 715	389 836	197 504	10 346 812
Solde à la fin de la période	32 148 398	453 340	997 781	1 402 072	812 577	490 719	36 304 887

Conformément au financement complété le 8 décembre 2009, la Société s'est engagée à dépenser 2 500 000 \$ avant le 31 décembre 2010 sur le projet Matoush. L'engagement total des frais d'exploration de 2 500 000 \$ ont été atteint sur le financement accréditif.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Produits - Intérêts	43 203	54 046	446 328
Dépenses			
Frais généraux, d'administration et autres dépenses	(2 199 493)	(1 509 975)	(1 292 583)
Rémunération à base d'actions	(405 423)	(543 199)	(1 089 533)
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer, aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles	(1 180 405)	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	(38 702)	(19 146)	(5 071)
Variation de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction	90 000	10 000	(265 000)
Radiation de frais d'exploration reportés, propriétés minières et immobilisations corporelles	(5 400 000)	-	(356 690)
Recouvrement d'impôts futurs	1 237 553	525 000	1 028 000
Perte nette	(7 853 267)	(1 483 274)	(1 534 549)
Perte nette de base et diluée par action	(0,063)	(0,012)	(0,013)

	2010	2009	2008
	\$	\$	\$
Actif total	88 838 088	61 655 744	59 761 590
Passif à long terme			
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	45 003	171 522	-
Passifs d'impôts futurs	-	1 293 000	1 876 000
Obligation liées à la mise hors service d'immobilisation	1 316 413	160 000	-
Billets convertibles	5 588 713	-	-
	6 950 129	1 624 522	1 876 000

Résultats d'exploration

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la perte nette a augmenté de 6 369 993 \$ pour les raisons suivantes.

Conformément à ses conventions comptables, la Société a révisé la valeur comptable de ses propriétés minières au 31 décembre 2010. Basé sur cette analyse, la propriété Apple, les frais d'exploration reportés afférents et les immobilisations corporelles ont été dévalués de 4 500 000 \$, 750 000 \$ et 150 000 \$, respectivement.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, une rémunération à base d'actions de 405 423 \$ a été enregistrée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit (543 199 \$ pour la période correspondante en 2009). La diminution des dépenses à ce poste est principalement attribuable au nombre plus élevé d'options émises dont la période d'acquisition des droits, est de 18 mois, ce qui a pour effet que les coûts associés sont répartis sur une plus longue période plutôt que d'être immédiatement imputés.

Une charge de désactualisation de 1 180 405 \$ a aussi été enregistrée relativement aux prêts à payer, aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles. Ces charges n'ont pas d'impact pour la période sur les flux de trésorerie de la Société.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Les dépenses de frais généraux, d'administration et autres dépenses ont augmenté à 2 199,493 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 comparativement à 1 509 975 \$ pour la même période en 2009 à la suite de :

- Frais légaux, de comptabilité et de vérification augmentés à 396 692 \$ au 31 décembre 2010 comparativement à 270 726 \$ au 31 décembre 2009 principalement en raison du nombre plus élevé et de la complexité croissante des transactions financières et des activités d'exploration et de développement;
- Augmentation des honoraires d'experts-conseils à 677 196 \$ comparativement à 430 328 \$, également attribuable au développement et à la progression de la Société;
- Activités accrues de la Société qui ont généré plus de dépenses de bureaux;
- Augmentation des activités de relations avec les investisseurs et des informations aux actionnaires de 381 880 \$ à 631 726 \$ en lien avec des voyages promotionnels en Europe et une contribution au Fonds Communic-Action.

Les intérêts débiteurs ont augmenté en raison des prêts de SIDEX et des contrats de location-acquisition supplémentaires.

Les frais de financement ont augmenté en raison de diverses initiatives de financement au cours de l'année.

Le recouvrement des impôts futurs résulte principalement de la dévaluation du groupe d'actifs d'Apple.

POLITIQUE SUR LES DIVIDENDES

Depuis sa constitution en société, la Société n'a jamais versé de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration, de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient versés dans un futur proche.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement de la Société était de 12 545 789 \$ au 31 décembre 2010 (8 441 128 \$ au 31 décembre 2009) incluant une somme de 10 057 889 \$ (321 065 \$ au 31 décembre 2009) en trésorerie et équivalents. La Société dispose aussi de 5 000 040 \$ de fonds réservés à l'exploration au 31 décembre 2010 (2 473 260 \$ au 31 décembre 2009). Ce fonds de roulement comprend 8 149 396 \$ en crédits d'impôt à recevoir au 31 décembre 2010 (9 306 880 \$ au 31 décembre 2009). La direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2011. Le déficit de financement actuel devrait être largement contrebalancé par la réception de crédits d'impôts remboursables et potentiellement par des prêts à court terme semblables à ceux qui étaient en cours en 2010. Le manque à gagner pourrait aussi être pallié de différentes façons, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses et/ou l'arrivée de nouveaux partenaires et/ou un regroupement d'entreprises. Malgré le fait que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Un montant de 3 134 606 \$ a été utilisé pour les activités d'exploitation de la Société au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (1 087 793 \$ pour la même période en 2009). L'augmentation des fonds utilisés va de pair avec l'augmentation des dépenses d'exploitation discutée dans la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion.

Les activités d'investissement de la Société correspondent principalement aux fonds utilisés pour des travaux d'exploration et l'ajout de propriétés minières. La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources, pouvant atteindre 38,75 % des dépenses admissibles, ainsi qu'un crédit de droits miniers remboursable pour perte de 12 % des dépenses admissibles engagées (bien qu'elles n'aient pas encore été ratifiées, le budget 2010 du gouvernement du Québec propose des modifications, qui feraient grimper ce taux à 14 % à compter du 31 mars 2010, puis à 15 % et 16 % en 2011 et 2012 respectivement, et qui limiteraient les remboursements pour perte à 50 % des dépenses admissibles financées avec des fonds accréditifs n'ayant pas fait l'objet d'une renonciation fiscale). La valeur estimative de tous ces crédits d'impôt à recevoir pour les dépenses engagées durant l'exercice terminé au 31 décembre 2010 est de 7 404 312 \$. Au troisième trimestre de 2010, la Société a obtenu un financement à court terme de 2 500 000 \$, garanti par les crédits d'impôt relatifs aux ressources de 2010. Les crédits d'impôt de 2009 ont été reçus au cours du quatrième trimestre et le prêt et les intérêts encourus ont été payés au complet. Au quatrième trimestre de 2010, la Société a obtenu un financement à court terme de 4 000 000 \$, garanti par les crédits d'impôt relatifs aux ressources. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a reçu 6 803 163 \$ en crédits d'impôt relatifs aux ressources (8 310 361 \$ en 2009). Les activités de financement qui ont eu lieu au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 comprennent également l'émission d'actions ordinaires, de bons de souscription et de billets convertibles pour un montant de 15 000 000 \$, un placement privé avec courtiers de 13 000 493 \$ avec l'émission d'actions ordinaires, de bons de souscription et d'actions ordinaires accréditives et un placement privé sans courtier de 1 494 000 \$ avec actions ordinaires et bons de souscription.

La Société n'a aucun placement investi dans du papier commercial adossé à des actifs.

DONNÉES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	31 déc. 2010	30 sept. 2010	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	20 157	5 206	7 462	10 378	2 441	8 203	12 046	31 356
Perte nette	(5 481 976)	(848 900)	(1 159 362)	(363 029)	(526 573)	(261 978)	(236 613)	(458 110)
Perte nette de base et diluée par action	(0,044)	(0,007)	(0,009)	(0,003)	(0,004)	(0,002)	(0,002)	(0,004)

La perte plus élevée au deuxième trimestre de 2010 a été attribuable à la rémunération à base d'actions et à la charge de désactualisation. De même, ces facteurs ont affecté les résultats des autres trimestriels.

Les principaux facteurs contribuant à l'augmentation de la perte au quatrième trimestre de 2010 sont : la dévaluation des frais d'exploration reportés, des propriétés minières et des immobilisations corporelles pour un montant de 5 400 000 \$, une charge de désactualisation de 377 362 \$. Une augmentation des activités et la progression de la Société ont contribué à une hausse des frais généraux et d'administration dans tous les trimestres de l'année.

QUATRIÈME TRIMESTRE

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

	2010	2009
	\$	\$
Produits - Intérêts	20 157	2 441
Dépenses		
Frais généraux et d'administration et autres	(633 436)	(487 802)
Rémunération à base d'actions	(24 077)	(25 970)
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer, aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service des immobilisations corporelles	(377 362)	
Amortissement des immobilisations corporelles	(11 081)	(6 242)
Variation de la juste valeur des instruments détenus à des fins de transaction	75 000	(35 000)
Radiation de frais reportés et propriétés minières	(5 400 000)	-
Recouvrement d'impôts futurs	868 823	26 000
Profit (perte) nette	(5 481 976)	(526 573)
Résultat de base et dilué par action	(0,044)	(0,004)

La perte pour le trimestre terminé le 31 décembre 2010 était supérieure à celle enregistrée à la même période l'an dernier en raison de :

- La dévaluation des frais d'exploration reportés, des propriétés minières et des immobilisations corporelles pour un montant de 5 400 000 \$ reliés à la propriété Apple;
- Une charge de désactualisation de 377 362 \$;
- L'augmentation des activités et la progression de la Société, contribuant à une hausse des frais généraux et d'administration.

Les éléments significatifs affectant les flux de trésorerie au quatrième trimestre ont été la réception du prêt de 4 000 000 \$ de SIDEX, la réception de 6 803 163 \$ des crédits d'impôt, le remboursement du prêt de 2 500 000 \$ de SIDEX et la réception de 14 494 493 \$ en placements privés avec ou sans courtiers.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Obligations contractuelles	Paiements exigibles par période			
	Moins d'un exercice	À 3 exercices	4 à 5 exercices	Au-delà de 5 exercices
Total exercice	\$	\$	\$	\$
Billets convertibles	-	-	14 905 000	-
Prêts à payer	4 350 685	-	-	-
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	290 504	51 310	-	-
Location – exploitation	91 467	-	-	-
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	1 893 000	-	-
Total des obligations contractuelles	381 971	1 944 310	-	-

ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société a continué avec BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une entente de services de trois ans, datée du 1^{er} août 2008, aux termes de laquelle BBH assume la gestion des travaux d'exploration devant être poursuivis par la Société. BBH est apparentée avec la Société depuis que monsieur Guy Hébert, président de BBH, est président et un administrateur de la Société.

Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 200 \$;
- des frais de gestion de 5 % sur tous les frais liés à des programmes d'exploration ou de développement et d'achats reliés à la propriété Matoush;
- des frais de gestion de 10 % pour tous les frais liés à des programmes d'exploration ou de développement sur les autres propriétés : Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés et des frais de gestion de 5 % sur les achats liés aux projets d'exploration ou les conventions d'options sur les propriétés Eclat, Pacific Bay-Matoush, Mistassini, Apple et éventuellement sur les autres propriétés;
- gestion, administration, comptabilité et services juridiques;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique;
- relations avec les actionnaires et autres services;
- recherche de financement.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'entente de services avec BBH en l'absence de monsieur Guy Hébert. Les honoraires versés par la Société à BBH pour le personnel de BBH sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non apparentée dans l'industrie.

La Société a effectué les opérations suivantes auprès de BBH :

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants ⁽¹⁾	3 695 000	2 937 000
Frais de gestion	848 378	632 000
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels ⁽¹⁾	917 000	679 000
Loyer	62 000	62 000
Frais d'émission d'actions comptabilisés en diminution du capital-actions	38 000	2 000
Frais de gestion comptabilisés aux immobilisations corporelles	328 841	12 000

⁽¹⁾ L'augmentation de ces dépenses est principalement attribuable à une augmentation du nombre de consultants nécessaire au plan développement de la Société.

De plus, une société contrôlée par le chef de la direction des finances et trésorière en poste du 9 juin 2009 au 12 mai 2010 a facturé des honoraires de comptabilité de 81 204 \$ pour l'exercice terminé au 31 décembre 2010.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Au 31 décembre 2010, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 540 000 \$ (397 000 \$ au 31 décembre 2009) à payer aux apparentés. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties apparentées. Les conditions de paiements sont les mêmes que pour les autres fournisseurs de la Société sauf pour BBH dont les factures sont payables sur réception.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Le régime d'option d'achat d'actions a été conçu afin que, grâce aux actions, la Société dispose d'un moyen pour conserver, motiver ou récompenser des bénéficiaires en raison des efforts qu'ils ont déployés afin d'atteindre les objectifs de la Société.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers de même que sur les postes de produits et de charges des exercices.

Les estimations importantes comprennent l'estimation des crédits d'impôt à recevoir, l'évaluation des actifs et passifs d'impôt futurs, de la durée de vie utile des immobilisations corporelles, de la charge de dépréciation des propriétés minières, des propriétés minières, des frais d'exploration reportés, des hypothèses utilisées dans le calcul, de l'obligation liée à la mise hors service, y compris l'échéancier prévu du paiement du montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations, de l'évaluation des composantes des billets convertibles, et de la juste valeur des options d'achat d'actions et des bons de souscription octroyés. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations. Au niveau de l'évaluation des propriétés minières et des frais reportés, l'analyse des risques comprend, sans s'y limiter, des indicateurs comme les récents travaux d'exploration et/ou les interruptions des activités d'exploration, les variations dans le prix des matières premières, la capitalisation boursière (en fonction du cours des actions cotées en bourse), la disponibilité de financement et les preuves géologiques de minéralisation

Suite au test de dépréciation effectué, la propriété Apple, les frais d'exploration reportés afférents et les immobilisations associées (« actifs d'Apple ») ont été dévalués de 4,5 millions \$, 750 000 \$ et 150 000 \$ respectivement, au prorata de leurs valeurs comptables au 31 décembre 2010, ce qui représente une perte de valeur de 5,4 millions \$.

La Société a estimé la juste valeur des actifs d'Apple, qui représente 50 % de la valeur comptable des actifs d'Apple, en appliquant l'approche de marché basée sur la variation moyenne du cours de l'action calculée en fonction de sociétés ouvertes comparables entre le 31 décembre 2010 et le 6 septembre 2007, qui est la date à laquelle la Société a fait l'acquisition de la propriété Apple par le biais de l'émission d'actions ordinaires. Les sociétés ouvertes comparables sont des sociétés ouvertes d'exploration en uranium basées au Canada qui sont considérées comme pouvant servir de base comparative raisonnable en ce qui a trait aux caractéristiques d'investissement relatives de la propriété sous étude.

La propriété et les équipements, incluant les actifs enregistrés sous contrat de location-acquisition, sont amortis selon la méthode d'amortissement constant jusqu'en 2014, moment anticipé de la décision finale sur la production à l'exception de quelques équipements et matériel roulant et informatique amortis sur une période de trois à cinq ans.

L'obligation liée à la mise hors service utilise également le moment de décision concernant la production de 2014 pour déterminer la juste valeur du marché de l'obligation, le moment prévu où les flux de trésorerie requis pour acquitter les obligations seront versés et pour amortir les actifs correspondants.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

MODIFICATIONS COMPTABLES

Cette année, la Société a adopté de nouvelles normes comptables relativement aux titres d'emprunt convertibles et aux frais d'émission obligataire en réponse aux différents arrangements de financement par emprunt entrepris au courant de l'année. Lors de l'adoption de ces normes, la Société a sélectionné des normes qui permettraient une harmonisation avec les normes internationales d'information financière.

BILLETS CONVERTIBLES

Les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) des billets convertibles sont présentées distinctement au bilan lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. La composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des billets à échéance qui est enregistrée à l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme par exemple des bons de souscription, est déterminée selon le modèle de fixation de prix de Black-Scholes.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des billets et par la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant). Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des billets convertibles.

FRAIS D'ÉMISSION DE DETTE

Les frais d'émission de dette sont présentés en réduction des billets convertibles et prêts à payer et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

FUTURE MODIFICATIONS COMPTABLES

La Société cessera de préparer ses états financiers conformément aux PCGR tel que définit à la Section V du *Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés* (l'« ICCA ») pour les périodes débutant le 1er janvier 2011, date où elle commencera à appliquer les Normes internationales d'information financière telles que publiées par l'International Accounting Standards Board et définies à la Section I du *Manuel de comptabilité de l'ICCA* en tant que référentiel comptable. Par conséquent, les modifications comptables futures aux PCGR ne sont pas traitées dans ces états financiers puisqu'elles ne seront normalement jamais appliquées par la Société.

IFRS CONVERGENCE

Transition aux normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables a annoncé que le référentiel comptable, à partir duquel les états financiers des sociétés publiques sont préparés, sera remplacé par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») débutant en janvier 2011. Le premier jeu complet d'états financiers annuels en conformité avec les IFRS sera celui pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, incluant les informations comparatives de l'exercice terminé au 31 décembre 2010.

Cette transition des PCGR aux IFRS sera traitée comme un projet de gestion du changement ayant des conséquences financières et non financières reliées à des implications potentielles de risque, de communication de l'information financière, de contrôles internes et de relations avec les parties prenantes. Cependant, le fait qu'Osisko soit une société en phase de développement limite de tels impacts. Nous nous attendons à ce que le projet Canadian Malartic débute sa production en 2011, auquel point toutes les politiques et procédures auront été établies conformément aux IFRS, considérant la travail effectué à ce jour et l'état actuel des IFRS.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

La Société a formé une équipe et a débuté le projet de transition au cours du dernier trimestre de 2008. Le comité d'audit a profité de mises à jour trimestrielles pour connaître les développements du projet de transition. Le projet respecte à ce jour son échéancier.

La Société utilise un plan d'action en quatre étapes pour la transition aux IFRS :

ÉTAPE 1 : DIAGNOSTIC

L'étape initiale du diagnostic a été complétée à l'aide d'une analyse préliminaire des écarts des processus comptables et administratifs.

ÉTAPE 2 : CONCEPTION ET PLANIFICATION

ÉTAPE 2.1: CONVENTIONS COMPTABLES

La liste qui suit répertorie les principaux domaines où les modifications de conventions comptables devraient avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Cette liste ne devrait pas être considérée comme une liste exhaustive des modifications qui découleront de la conversion aux IFRS. Elle vise à mettre en relief les domaines que la Société juge les plus importants; toutefois, l'analyse des modifications n'est pas terminée et le choix de conventions comptables en vertu des IFRS, le cas échéant, n'a pas été arrêté. Les organismes de réglementation qui chapeautent les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada et les IFRS mènent d'importants projets sur une base continue, lesquels pourraient avoir une incidence sur les différences finales entre les PCGR du Canada et les IFRS, et sur leurs répercussions sur les états financiers de la Société au cours des années à venir. La liste qui suit porte sur les normes qui existent en fonction des actuels PCGR du Canada et IFRS. Pour le moment, la Société n'est toutefois pas en mesure de quantifier de façon fiable l'incidence prévue de ces différences sur ses états financiers.

Les normes sont les suivantes :

Adoption initiale (IFRS 1)

L'IFRS 1 donne des directives sur l'approche générale à prendre lorsque les IFRS sont adoptés pour la première fois. Le principe fondamental de l'IFRS 1 est l'application rétrospective des IFRS valides à la date de l'adoption initiale. IFRS 1 réalise qu'une pleine application rétrospective peut ne pas être possible ou appropriée dans toutes les situations et prescrit:

- des exemptions à certains aspects spécifiques de certains IFRS dans la préparation du bilan d'ouverture; et
- des exemptions obligatoires dans l'application rétrospective de certains IFRS.

De plus, afin de s'assurer que les états financiers contiennent de l'information de haute qualité qui est transparente aux utilisateurs, IFRS 1 contient des obligations de divulgation pour mettre en évidence les changements faits aux états financiers suite à la convergence IFRS.

Dépréciation d'actifs (IAS 36)

IFRS requiert un test de dépréciation en une étape (le test de dépréciation est fait en utilisant les flux de trésorerie actualisés) plutôt que celui en deux étapes selon les PCGR canadiens (qui utilise les flux de trésorerie non actualisés comme indicateur pour identifier une dépréciation potentielle).

IFRS requiert le renversement des pertes de dépréciation (sauf pour l'achalandage) là où les conditions adverses présentes antérieurement ont changé; ceci n'est pas permis selon les PCGR canadien. Quand une perte de valeur est ultérieurement basculée lorsque justifiée par un changement de circonstances, la valeur comptable des actifs est augmentée à l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, mais à un montant ne dépassant pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune moins-value des actifs n'avait été reconnue au cours des années précédentes. Un basculement de perte de valeur est reconnu dans la déclaration de perte globale.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Le test de dépréciation devrait être fait au niveau de l'actif pour les actifs à long terme ou les actifs incorporels. Là où les valeurs recouvrables ne peuvent être estimées au niveau de l'actif individuel, elles doivent être estimées au niveau de l'unité génératrice de trésoreries (« UGT »).

La Société croit que les modifications de cette convention ne devraient pas avoir d'incidence sur les états financiers lors du basculement. Mais dans les années subséquentes, cette convention pourrait générer plus de dépréciation car le test à une étape est utilisé.

Païement fondé sur des actions (IFRS 2)

IFRS requiert que les extinctions prévues soient prises en compte dans la comptabilisation du coût de rémunération à base d'actions lors de l'octroi plutôt que de reconnaître les extinctions lorsqu'elles surviennent.

Lorsque l'acquisition est graduelle, IFRS requiert que chaque tranche de l'octroi soit évaluée et comptabilisée séparément, car chaque tranche a une période d'acquisition différente et ainsi la juste valeur de chacune d'elle sera différente.

La Société croit que les modifications de cette convention devraient avoir une incidence sur les états financiers quoique limité.

Actifs miniers, exploration et évaluation des coûts (IFRS 6)

Selon IFRS, la Société a l'obligation de développer une convention comptable afin d'identifier spécifiquement et invariablement quelles dépenses d'activités d'exploration et d'évaluation seront comptabilisées comme actifs. Contrairement aux IFRS, les PCGR canadiens indiquent que les coûts d'exploration peuvent être initialement capitalisés si la Société considère que ces coûts ont les mêmes caractéristiques que des immobilisations corporelles.

Selon IFRS, les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être classés comme corporels ou incorporels selon la nature des actifs acquis.

Autres que la classification entre les actifs corporels et incorporels, la Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement et dans les années à venir puisque la Société continuera d'appliquer la méthodologie du modèle de coûts.

Immobilisations (IAS 16, IFRIC 1)

Selon IFRS, la Société peut choisir le modèle du coût ou de la réévaluation. Les PCGR canadiens comptabilisent les immobilisations selon le modèle du coût. La Société ne choisira pas le modèle de la réévaluation dû aux difficultés et aux efforts nécessaires afin de déterminer la juste valeur.

Selon IFRS, chaque composante ou partie d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de cette immobilisation doit être amortie séparément. IFRS peut faire en sorte que plus de détails seront nécessaires pour maintenir le sous registre des immobilisations. IFRS exige que la période d'amortissement et la durée de vie de l'immobilisation soient revues annuellement. Les PCGR ont la même exigence, mais sur une base périodique.

La Société croit que les modifications de cette convention n'auront pas d'incidence sur les états financiers à la date de basculement car les immobilisations qu'elle détenait au 31 décembre 2009 étaient assez simples. Néanmoins dans les années à venir, alors que la Société obtiendra l'autorisation de construire la rampe d'exploration, elle devra porter une attention particulière pour identifier les composantes de chaque immobilisation. Le modèle de coût sera retenu à la date de transition et ultérieurement.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Billets convertibles (IAS 32 et IAS 23)

Selon IFRS, un instrument financier composé qui a des caractéristiques de passif et de capital doit être séparé entre ses composantes passif et capital lors de la comptabilisation initiale. La valeur de l'instrument financier composé est répartie entre la composante passif et la composante capital de façon à évaluer la composante passif à sa juste valeur et par la suite, le résiduel est attribué à la composante capital. Les PCGR canadiens permettent de faire cette répartition en utilisant la méthode de la juste valeur relative ou en assignant le résiduel à la composante qui est la moins mesurable.

Lorsque la Société a comptabilisé le placement de billets convertibles du 27 janvier 2010, elle a évalué la composante passif à sa juste valeur et le résiduel a été attribué à la composante capital en conformité avec les IFRS et aussi en conformité avec les PCGR canadiens.

Selon IFRS, les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou la construction d'un actif éligible doivent être capitalisés. En comptabilisant le placement et les deux prêts à court terme du 27 janvier 2010, la Société a adopté une convention comptable où elle passe à la dépense ces coûts d'emprunt. Ceci devra être analysé en détail car un ajustement de convergence en résultera.

Obligations liées à la mise hors service des immobilisations IAS 37)

IFRS requière que les provisions pour coût de démantèlement soient évaluées selon la meilleure estimation que la Direction a fait des dépenses à engager. Selon les PCGR canadiens, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont évaluées à la juste valeur, compte tenu des hypothèses du marché.

IFRS utilise un taux d'actualisation qui reflète les risques spécifiques à la provision pour coûts de démantèlement. Selon les PCGR canadiens, le taux d'actualisation qui s'applique aux obligations liées à la mise hors service est fondé sur le taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit.

Finalement selon IFRS, les ajustements sur les provisions pour coûts de démantèlement sont effectués pour chaque période, afin de tenir compte des changements relatifs au calendrier ou au montant des futurs flux de trésorerie, des variations du taux d'actualisation ainsi que du passage du temps. Les PCGR canadiens sont similaires sauf pour les modifications apportées au seul taux d'actualisation qui n'entraînent pas la réévaluation de la provision. De plus, contrairement aux IFRS, les changements d'estimation appliqués qui font diminuer le passif sont actualisés selon le taux appliqué au moment de la comptabilisation initiale du passif. Pour les changements d'estimations qui augmentent le passif, le passif supplémentaire est actualisé selon le taux d'actualisation en vigueur, comme pour les IFRS.

IFRS définit les restaurations de sites et les provisions environnementales comme une obligation juridique et implicite. Les PCGR canadiens limite la définition à l'obligation légale.

La Société croit que les modifications de cette convention pourront avoir un impact minime sur les états financiers à la date de basculement. Dans les années à venir, elle devra par contre procéder à des réévaluations plus fréquentes si le taux d'actualisation varie.

Instruments financiers (IAS 39)

Sous les IFRS, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ou « disponibles à la vente ». Comme dans le cas des IFRS, sous les PCGR, tous les actifs financiers doivent être classés dans les catégories « prêts et créances », « détenus jusqu'à leur échéance », « détenus à des fins de transaction » (à la juste valeur par le biais des résultats) ou « disponibles à la vente ». Les PCGR canadiens présentent toutefois des différences par rapport aux IFRS, en ce qui a trait aux types d'actifs qui peuvent être classés dans chacune de ces catégories.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Lors de sa comptabilisation initiale, un instrument financier ne peut être désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat que s'il satisfait à certains critères. Comme dans le cas des IFRS, lors de sa comptabilisation initiale et selon les PCGR au Canada, un instrument financier ne peut être désigné comme étant déte nu à des fins de transaction (et évalué à la juste valeur par le biais des résultats) que s'il satisfait à certains critères. Toutefois, ces critères sont moins restrictifs que ceux qui sont énoncés dans les IFRS.

La Société évalue présentement l'impact de ces modifications potentielles.

Baux (IAS17)

La Société a choisi de se prévaloir d'une exemption prévue à l'IFRS 1 pour évaluer si certains arrangements contiennent des baux à la date de transition du 1^{er} janvier 2010, en tenant compte des faits et des circonstances existants à cette date. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de procéder à une évaluation rétrospective et à un retraitement.

ÉTAPE 2.2 : PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les IFRS exigeront la présentation d'information plus détaillée. La Société prend déjà les mesures nécessaires pour élaborer un modèle d'états financiers conformes aux IFRS, identifier les lacunes en matière d'information et les modifications à apporter à la présentation des données, aux processus, aux systèmes et aux contrôles, et pour mettre en place un processus qui permettra de dresser les données comparatives aux IFRS. La Société continuera d'ajuster son modèle d'états financiers conformes aux IFRS afin de s'assurer d'être en conformité avec les IFRS.

ÉTAPE 2.3 : SYSTÈMES D'INFORMATION

La Société détermine présentement les changements à apporter à ses systèmes de technologie de l'information et des données, incluant la façon de compiler les données requises pour dresser les données comparatives pour l'exercice financier 2010. Les renseignements financiers supplémentaires qui devront être présentés et divulgués dans les états financiers ne devraient pas entraîner de changements importants à la présentation et aux processus et les informations plus détaillées pourront être présentées dans les notes afférentes aux états financiers.

ÉTAPE 2.4 : CONTRÔLES INTERNES

Durant le quatrième trimestre de 2010, les dirigeants de la Société réviseront les contrôles internes afin de tenir compte des changements importants survenus aux conventions et pratiques comptables. Bien que les contrôles internes en place aient été jugés suffisants, des modifications pourraient s'avérer nécessaires lorsque tous les changements comptables auront été identifiés. La Société continuera d'évaluer l'incidence des changements comptables sur les processus et les procédures de contrôle interne.

ÉTAPE 2.5 : IMPACT SUR LES ACTIVITÉS COMMERCIALES

La Société a évalué les impacts sur tous les aspects de ses activités et a déterminé que les effets sur ses activités commerciales, en ce qui a trait aux ententes contractuelles, aux régimes incitatifs, à la planification des budgets et aux stratégies de gestion du risque financier par exemple, sont mineurs. La Société continuera d'évaluer l'impact sur ses activités tout au long du processus de transition.

ÉTAPE 3 : MISE EN ŒUVRE

À cette étape, la Société mettra en œuvre les changements jugés nécessaires et complètera sa vérification des systèmes. Les tâches à accomplir à cette étape consistent à produire un bilan d'ouverture, compléter la vérification des systèmes et les essais des utilisateurs finaux.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

ÉTAPE 4 : APRÈS LA MISE EN ŒUVRE

À cette étape, la Société procédera à une révision de la transition aux IFRS et s'assurera que la préparation des états financiers conformes aux IFRS puisse se faire.

Il est aussi important de noter que l'IASB, l'organisme de surveillance pour les IFRS, continue d'avoir d'importants projets en cours qui pourraient avoir une incidence sur les différences ultimes entre les PCGR du Canada et les IFRS, ainsi que sur les impacts de ces différences sur les états financiers de la Société dans les années à venir. Plusieurs de ces projets en cours pourraient se solder par de nouvelles exigences après 2011.

La Société a mis en place des processus afin de s'assurer que les impacts de ces changements potentiels sur les états financiers consolidés feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

INFORMATION SUR LES ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION OU RÉSERVÉES

	Au 21 mars 2011
	Nombre
Actions ordinaires en circulation	140 023 206
Actions réservées pour l'exercice éventuel des options d'achat d'actions en circulation	4 855 500
Actions réservées pour l'exercice éventuel des bons de souscription en circulation	14 809 025
Actions réservées pour la conversion éventuelle des billets en circulation	15 689 474
Actions ordinaires en circulation ou réservées - diluées	175 377 205

INSTRUMENTS FINANCIERS

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque de perte qui peut résulter de changements dans les facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et le prix des matières premières. La Société est assujettie au risque de marché en transigeant sur son investissement dans Pacific Bay, un émetteur de la Bourse de croissance TSX œuvrant dans le domaine de l'exploration minière. Au 31 décembre 2010, une baisse (augmentation) de 10 % de la valeur à la Bourse aurait augmenté (diminué) la perte après impôt d'environ 13 500 \$.

(a) Risque lié aux taux d'intérêt

Une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie porte intérêt à taux fixe et expose donc la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. La Société dispose d'un solde de trésorerie et la politique actuelle de la Société est d'investir l'excédent de trésorerie en certificats de dépôt ou des comptes portant intérêt des grandes banques à charte canadiennes. Au 31 décembre 2010, la Société avait investi 10 000 000 \$ (1 000 000 \$ au 31 décembre 2009) dans des dépôts à terme portant intérêt à un taux de 1,05 % (0,40 % au 31 décembre 2009). Une variation de plus ou moins 1 % des taux n'affecterait pas le revenu net déclaré et reporté à l'avoir de l'actionnaire de manière significative. L'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition et le prêt à payer portent intérêt à un taux fixe tandis que les billets convertibles ne portent pas intérêt. Une variation du taux d'intérêt de 1 % aurait une incidence non-significative sur les états financiers. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

(b) Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers se résume comme suit :

	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur peut inclure	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	10 057 889	10 057 889	321 065	321 065
Placement	135 000	135 000	45 000	45 000
Fonds réservés à l'exploration	5 000 040	5 000 040	2 473 260	2 473 260
Charges payées d'avance et autres	370 761	370 761	287 348	287 348
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	2 907 777	2 907 777	1 697 302	1 697 302
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	320 247	320 247	328 336	338 336
Prêts à payer	3 775 843	4 000 000	-	-
Billets convertibles	5 588 713	5 903 000	-	-

La juste valeur estimative est établie à la date du bilan en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société au 31 décembre 2010 se composent de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements, de fonds réservés à l'exploration, de charges payées d'avance et autres, de comptes créditeurs et de charges à payer, de prêts à payer, d'obligation découlant de contrat de location-acquisition et de billets convertibles. La juste valeur de ces instruments financiers est divulguée ci-haut et se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur courte maturité et des taux d'intérêt du marché à l'exception du prêt à payer et des billets convertibles..

(c) Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau qui suit résume la hiérarchie des justes valeurs selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

- Le premier niveau comprend des prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques - trésorerie et équivalents de trésorerie, placements.
- Le deuxième niveau comprend des données qui sont observables, autres que les prix cotés inclus au premier niveau - nil.
- Le troisième niveau comprend des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables - nil.

RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui exposent la Société au risque du marché et à des concentrations de risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie et les fonds réservés à l'exploration et charges payées d'avance et autres. La Société place une partie de sa trésorerie et équivalents de trésorerie et ses fonds réservés à l'exploration dans des certificats de placement par et détenus chez une banque à charte canadienne. Les autres sommes à recevoir se composent de taxes de vente à recevoir des gouvernements du Canada et du Québec et des crédits d'impôt à recevoir du gouvernement du Québec.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La Société gère son risque de liquidité par l'utilisation de budgets permettant de déterminer les fonds nécessaires pour faire face à ses projets d'exploration. La Société s'assure aussi que le fonds de roulement disponible est suffisant pour faire face à ses obligations courantes.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons dans l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses et/ou l'arrivée de nouveaux partenaires et/ou un regroupement d'entreprise. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Compagnie possède des soldes de caisse et la politique actuelle de la Compagnie est d'investir l'excédent de caisse dans des certificats de dépôt ou d'intérêt en rapport avec des comptes de banques majeures canadiennes à charte. En date du 31 décembre 2010, la Compagnie avait investi 10 000 000 \$ (1 000 000 \$ au 31 décembre 2009) dans différentes institutions financières produisant de l'intérêt à un taux de 1,05 % (0,40 % au 31 décembre 2009). La sensibilité à un changement négatif ou positif de 1 % des taux n'affecterait pas le bénéfice net et les capitaux propres rapportés de manière significative.

RISQUES ET INCERTITUDES

RISQUES OPÉRATIONNELS LIÉS AUX PROJETS D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION MINIÈRE

Les activités de la Société en sont au stade de l'exploration. Les activités d'exploration et d'exploitation minière comportent un degré de risque élevé. Peu de propriétés d'exploration atteignent le stade de mise en production. Des formations inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et l'incapacité d'obtenir de la main-d'œuvre, de la machinerie ou de l'équipement appropriés ou adéquats sont tous des risques associés aux activités d'exploitation minière et à l'exécution de programmes d'exploration. Le fait de ne pas tenir compte de ces risques pourrait réduire la rentabilité d'une opération ou même empêcher carrément le développement d'une propriété.

RISQUES LIÉS À LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES

La mise en valeur de propriétés de ressources est tributaire de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des ressources naturelles et des bourses, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les revendications des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Le fait de ne pas tenir compte de ces risques pourrait réduire la rentabilité d'une opération ou même empêcher carrément le développement d'une propriété.

RISQUE D'EXPLORATION (GÉOLOGIQUE)

La probabilité qu'un prospect individuel recèle des réserves qui répondent aux exigences de la norme *Industry Guide 7* est extrêmement ténue. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de minerai. Selon toutes probabilités, la majorité des propriétés ne renferment pas de réserves et tous les fonds investis en exploration seront probablement perdus.

RISQUE LIÉ AUX SUBSTANCES

Le marché pour l'uranium, comme pour toute autre substance minérale, peut être affecté par des facteurs qui échappent au contrôle de la Société. Les prix des ressources ont toujours été sujets à de grandes fluctuations, particulièrement durant les dernières années. L'incidence de ces facteurs ne peut être prévue avec précision, toutefois la faiblesse du prix de l'uranium pourrait réduire la rentabilité d'une opération ou même empêcher carrément le développement d'une propriété.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

RISQUE JUSQU'À L'INSCRIPTION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

Bien que la direction ait pris des mesures pour vérifier les titres des propriétés minières dans lesquelles la Société a une option visant à acquérir une participation, conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces propriétés, les options visant à acquérir une participation et les participations dans les propriétés pourraient être assujetties à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conformes aux exigences réglementaires jusqu'à ce que la participation dans les claims et les titres miniers soit enregistrée au Québec, Canada, au nom de la Société, ce qui pourrait compromettre l'option de la Société visant à acquérir une participation dans la propriété.

RÉGLEMENTATION ENVIRONNEMENTALE ET AUTRE

Les lois, les règlements et les mesures actuelles, possibles ou futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et des normes environnementales sont constamment réévalués et pourraient devenir beaucoup plus strictes, ce qui pourrait nuire sérieusement à la Société ou à son aptitude à mettre en valeur ses propriétés de façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur une propriété, la Société doit obtenir les approbations des autorités réglementaires et environnementales. Rien ne garantit que de telles approbations soient obtenues ou qu'elles le soient en temps opportun. Le coût lié à l'analyse des changements dans la réglementation gouvernementale pourrait réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. La Société est d'avis qu'elle est, dans l'ensemble, en conformité avec les lois environnementales en vigueur.

ENTENTES D'OPTION ET DE COENTREPRISE

La Société a conclu des ententes d'option et de coentreprise en vertu desquelles : 1) d'autres parties pourraient avoir des participations dans les mêmes claims mais pour des substances minérales autres que l'uranium; ou 2) la Société doit obtenir le consentement des parties pour avoir la priorité d'explorer et de produire de l'uranium pour la durée de l'entente d'option et de coentreprise; ou 3) des redevances doivent quelquefois être versées non pas par la Société mais par l'autre partie, à une tierce partie en vertu d'un engagement antérieur avec l'autre partie à l'entente; ou 4) l'autre partie peut être gérant de l'option ou de la coentreprise; ou 5) la participation de la Société pourrait être diluée si la Société n'engageait pas de dépenses d'exploration. Si la Société néglige de verser les sommes dues ou d'émettre les valeurs mobilières conformément aux conditions des ententes, l'option visant à acquérir une participation ou la participation dans la propriété pourrait être abandonnée ou perdue et tous les montants investis par la Société dans ces claims pourraient alors être perdus.

FINANCEMENT ET DÉVELOPPEMENT

La Société a subi des pertes jusqu'à maintenant et ne dispose pas de ressources financières suffisantes à l'heure actuelle pour financer ses programmes d'exploration et de mise en valeur prévus. La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de l'aptitude de cette dernière à obtenir le financement supplémentaire requis. Rien ne garantit que la Société réussira à obtenir le financement requis et elle pourrait en conséquence subir une dilution importante de ses intérêts (existants ou qu'elle se propose d'acquérir) dans ses propriétés. L'incapacité d'attirer suffisamment de financement et/ou de personnel qualifié pourrait avoir une incidence néfaste sur la rentabilité ou la viabilité d'un projet. Les futurs financements pourraient prendre différentes formes, dont la nature et les conditions ne peuvent être prévues avec précision. Un financement par emprunt pourrait être assorti de clauses restrictives. Les émissions de capitaux propres pourraient avoir un effet dilutif sur les actionnaires actuels. La direction travaille sans relâche pour assurer le financement requis pour atteindre les objectifs de la Société.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

La Société possède une expérience limitée dans la mise en valeur d'une propriété de ressources et son aptitude en ce sens dépendra du recours à un personnel dûment expérimenté ou de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés minières qui pourraient fournir cette expertise.

RESSOURCES STRATECO INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef de la direction des finances ont conçu ou fait concevoir, sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur soit communiquée, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires et annuels sont établis.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 décembre 2010 par les dirigeants de la Société et sous leur supervision, en l'occurrence le Président et Chef de la direction ainsi que le Chef de la direction des finances. Selon cette évaluation, le Président et le Chef de la direction des finances ont conclu que la conception et l'application de ces contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces et fournissaient une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur serait communiquée en temps opportun par les autres membres du personnel de la Société.

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun. Ils ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

Le Président et Chef de la direction et le Chef des finances ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision périodiquement l'efficacité du fonctionnement du CIIF de la Société. A la clôture de l'exercice au 31 décembre 2010, ces dirigeants ont conclu que le CIIF était efficace.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 21 mars 2011 et est conforme au *Règlement 51-102* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société (www.stratecoinc.com), de SEDAR (www.sedar.com) et EDGAR à www.sec.gov/edgar.shtml.

(signé) Guy Hébert

(signé) Paul Einarson

Guy Hébert
Président et Chef de la direction

Paul Einarson
Chef de la direction des finances